STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE ET DE LA VILLE DE LÉVIS 2017-2025

15 SEPTEMBRE 2017

Adopté le 15 septembre 2017 par le Forum des élus

TABLE DES MATIÈRES

MOT DU PRÉSIDENT DU FORUM DES ÉLUS DE LA CAPITALE-NATIONALE 1

MOT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ D'ÉLABORATION 2

MISE EN CONTEXTE 3

LE PORTRAIT DU TERRITOIRE ET DES ACTIVITÉS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES 4

1 La région de la Capitale-Nationale et la Ville de Lévis 5
- 1.1 Le portrait démographique et socio-économique 5
- 1.2 La population et les prévisions démographiques 5
- 1.3 L'économie régionale 7
- 1.4 L'importance économique de l'agroalimentaire au Québec 8
  - 1.4.1 Les exportations et les importations 9
  - 1.4.2 Une industrie en croissance 10
  - 1.4.3 Une demande alimentaire extérieure en progression 10
  - 1.4.4 Une demande alimentaire en changement 10
- 1.5 Une industrie au cœur de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis 11
  - 1.5.1 Une industrie agroalimentaire tertiaire 12
  - 1.5.2 Une valeur foncière agricole considérable pour certains territoires 15
  - 1.5.3 Une progression de la valeur foncière agricole supérieure à la moyenne du Québec 15
  - 1.5.4 Un milieu de la recherche et de transfert dynamique et un créneau de pointe : les aliments santé 16

2 Les caractéristiques de la zone agricole 18
- 2.1 Les terres en friche 20

3 Les activités agricoles 22
- 3.1 Le nombre d'exploitations et le type de production 22
- 3.2 La transformation à la ferme 23
- 3.3 L'acériculture 25
- 3.4 La récolte de matière ligneuse 26
- 3.5 Les produits forestiers non ligneux (PFNL) et l'acériculture 26
- 3.6 La relève agricole 27
- 3.7 La main-d'œuvre agricole 27
- 3.8 La location des terres 28

4 La transformation et le commerce de gros alimentaire 29
- 4.1 Les microbrasseries, cidreries, producteurs d'alcools de petits fruits, de vins et spiritueux 30

5 La distribution et la mise en marché 33
- 5.1 Les ventes au détail 33
- 5.2 Les hôtels, restaurants et institutions (HRI) 34
- 5.3 Les circuits courts de commercialisation et l'agrotourisme 35
- 5.4 La mise en marché et l'agrotourisme 38
- 5.5 Complément d'information 41

LE DIAGNOSTIC, LES ENJEUX, LES ORIENTATIONS ET LA VISION STRATÉGIQUE 44

6 LE DIAGNOSTIC 45

7 LES ENJEUX 46

7.1 L'accès aux marchés 46
7.2 La consolidation et le développement des entreprises agricoles et agroalimentaires 46
7.3 La gestion des entreprises et l'acquisition des connaissances 46
7.4 L'accessibilité pour la relève aux terres et exploitations agricoles 47
7.5 La disponibilité et le recrutement de la main-d'œuvre 47
7.6 La reconnaissance des produits agroalimentaires et des entreprises 48
7.7 La concertation et la coordination régionale en agriculture et en agroalimentaire 48

8 LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES 49

9 LA VISION STRATÉGIQUE 50

LE PLAN D'ACTION 51

10 LE CHANTIER 1 - LE MARCHÉ PUBLIC DE QUÉBEC 52

11 LE CHANTIER 2 – LA REMISE EN PRODUCTION DES TERRES AGRICOLES INEXPLOITÉES 53

12 LE CHANTIER 3 – LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS 54

13 LE CHANTIER 4 - LA RELÈVE ENTREPRENEURIALE ET LA MAIN-D'ŒUVRE 55

EN CONCLUSION 56

LA STRATÉGIE… EN BREF! 57

MOT DU PRÉSIDENT
DU FORUM DES ÉLUS DE LA CAPITALE-NATIONALE

De Portneuf à Charlevoix en passant par Lévis, la région se démarque par la diversité, l'abondance et l'excellence de ses produits, de la terre à la table. Il est essentiel de valoriser cet heureux mélange de cultures, de saveurs et de nature qui fait partie de notre accent d'Amérique. Il est tout aussi important de nous assurer que les prochaines générations seront en mesure de prendre la relève.

Par l'adoption de la présente Stratégie de développement des activités agricoles et agroalimentaires de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis, le Forum des élus se dote d'un outil de planification exceptionnel pour faire de la filière agricole un moteur de développement régional de premier plan.

Résultat d'une étroite collaboration entre des acteurs du milieu municipal, agricole et gouvernemental, les membres du Forum des élus sont fiers de la mobilisation suscitée par cet outil qui va permettre d'injecter plus de 1,3 M$ dans la région au cours de 2017 à 2019.

Les citoyens et consommateurs seront aussi choyés puisque plusieurs actions placent l'alimentation de proximité, saine et durable, au cœur de la Stratégie dans le but de favoriser un plus grand accès aux produits agricoles et agroalimentaires locaux, en plus de favoriser les échanges avec les producteurs, de dynamiser l'économie locale et de pérenniser de petites entreprises agricoles.

Régis Labeaume
Président du Forum des élus
Maire de Québec

MOT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ D'ÉLABORATION

C'est avec grand plaisir et une immense fierté que j'ai veillé à la concrétisation de la Stratégie de développement des activités agricoles et agroalimentaires de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis.

Élaborée principalement à partir des Plans de développement de la zone agricole des MRC de la région et de la Vision de développement des activités agricoles et agroalimentaires de l'agglomération de Québec, la Stratégie s'appuie donc sur nos réalités locales. Elle se veut concrète et un gage de succès sur le terrain. Elle traite entre autres de production agricole, d'agrotransformation, de transformation, d'agrotourisme, de foresterie et de gastronomie.

La réalisation de ce document découle d'une collaboration exceptionnelle entre les divers intervenants de l'ensemble des territoires concernés. Cette mobilisation, que j'ai été à même de constater à l'intérieur de chacun des comités, nous permet aujourd'hui de réaliser le plan d'action 2017-2019 qui en résulte. Au total, quatorze projets structurants et porteurs de développement pour le territoire de la Capitale-Nationale et de Lévis seront mis de l'avant afin de mettre en valeur les entreprises agricoles et agroalimentaires de la région ainsi que leurs produits.

Harold Noël
Président du comité d'élaboration de la stratégie
Préfet adjoint de la MRC de L'Île-d'Orléans
Maire de Sainte-Pétronille

MISE EN CONTEXTE

La Stratégie de développement des activités agricoles et agroalimentaires de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis est une initiative du Forum des élus de la Capitale-Nationale. Ce forum est un lieu de convergence des préoccupations régionales regroupant dix-sept élus de l'agglomération de Québec, de la Ville de Lévis, de la Nation huronne-wendat et des MRC de L'Île-d'Orléans, de La Côte-de-Beaupré, de La Jacques-Cartier, de Portneuf, de Charlevoix et Charlevoix-Est.

Cette initiation donne suite à l'adoption par les MRC de la région et de la Ville de Lévis des Plans de développement de leur zone agricole (PDZA) et d'une Vision de développement des activités agricoles et agroalimentaires (VDAAA) de l'agglomération de Québec. Les élus ont jugé important de se doter d'une stratégie régionale intégrant les enjeux communs aux développements de l'agriculture et de l'agroalimentaire afin de regrouper leurs efforts et d'assurer une cohésion à leurs actions.

La présente Stratégie est divisée en trois parties. La première partie aborde le **portrait des activités agricoles et agroalimentaires**. La seconde partie présente un **diagnostic et des enjeux** importants pour l'agriculture et l'agroalimentaire de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis. La troisième partie expose un **plan d'action**, divisé en quatre chantiers de travail, afin de mettre en œuvre des solutions innovatrices et concrètes.

L'élaboration de la Stratégie a bénéficié d'une formule participative de la part du milieu municipal et du milieu agricole. Un forum de discussion, tenu en avril 2016 à Saint-Raymond de Portneuf, a permis d'échanger sur les enjeux et d'identifier les actions prioritaires. Ainsi, les MRC, les Villes de Québec et de Lévis, la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ), le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et l'Union des producteurs agricoles (UPA) ont encadré la démarche et convenu d'une vision rassembleuse et identitaire.

LE PORTRAIT DU TERRITOIRE ET DES ACTIVITÉS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES

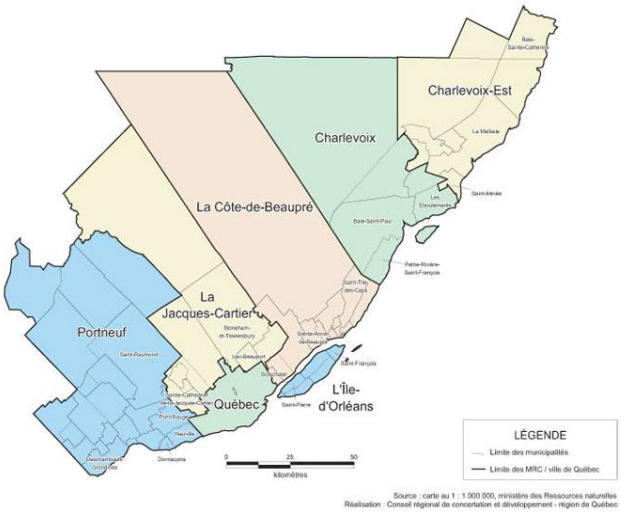
1 LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE ET LA VILLE DE LÉVIS

Crédit photo : Ruralys

Le territoire couvert par la région de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis est reconnu pour ses produits agricoles et sa gastronomie. Il se distingue également par l'importance et la qualité de son secteur bioalimentaire. En plus d'une production agricole très diversifiée, la transformation alimentaire, notamment à la ferme, est en plein essor. On note également la présence de plusieurs établissements de recherche et de formation réputés ainsi que des circuits agrotouristiques prisés.

1.1 Le portrait démographique et socio-économique

Le territoire de la région de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis compte six municipalités régionales de comté (MRC) : Portneuf, La Jacques-Cartier, L'Île-d'Orléans, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix et Charlevoix-Est, auxquelles s'ajoutent les territoires de la Nation huronne-wendat, de l'agglomération de Québec et de la Ville de Lévis. Au total, cela concerne soixante municipalités et dix territoires non organisés (TNO). La région s'étend sur une superficie de 18 643 km^2 (Lévis 447 km^2).



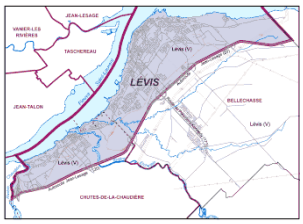


Figure 1 : Territoire de la Stratégie

1.2 La population et les prévisions démographiques

La population en 2015 du territoire couvert est de **881 495 habitants, soit 10,7 % de celle du Québec** (737 455 habitants pour la Capitale-Nationale et 144 040 pour la Ville de Lévis), et représente le deuxième bassin

de population en importance au Québec, après la région métropolitaine de Montréal. Une large majorité (82 %) de la population du territoire réside dans l'agglomération de Québec et celle de la Ville de Lévis.

Tableau 1 : Population du territoire de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis en 2015

Territoires	Population 2015
Agglomération de Québec	580 639
MRC de Charlevoix	13 315
MRC de Charlevoix-Est	15 987
MRC de L'Île-d'Orléans	6 544
MRC de La Côte-de-Beaupré	27 246
MRC de La Jacques-Cartier	41 494
MRC de Portneuf	52 230
Région de la Capitale-Nationale	**737 455**
Ville de Lévis	144 040
Région de la Capitale-Nationale-Lévis	**881 495**
Ensemble du Québec	8 263 600

Source : Institut de la statistique du Québec, estimation de la population au 1er juillet 2015, données publiées le 10 février 2016.
http://www.stat.gouv.qc.ca/docs-hmi/statistiques/population-demographie/structure/index.html

Les perspectives démographiques de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) pour l'horizon 2041 prévoient que la population combinée de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis dépassera le million d'habitants, soit une progression d'environ 10 000 personnes annuellement. Certaines MRC du territoire connaîtront une croissance démographique largement supérieure à celle prévue dans l'ensemble de la région (La Jacques-Cartier +45 %, La Côte-de-Beaupré +39 % et Portneuf +29 %), tandis que d'autres progresseront plus lentement (L'Île-d'Orléans +19 %, Charlevoix +9 % et Charlevoix-Est +2 %).

Tableau 2 : Population projetée des MRC de 2016 à 2014

Territoires	2016	2041	Variation 2016-2041	
			Nb	%
Agglomération de Québec	584 993	718 577	133 584	23 %
MRC de Charlevoix	13 472	14 640	1 168	9 %
MRC de Charlevoix-Est	16 298	16 657	359	2 %
MRC de L'Île-d'Orléans	6 862	8 154	1 292	19 %
MRC de La Côte-de-Beaupré	28 801	40 052	11 251	39 %
MRC de La Jacques-Cartier	43 937	63 538	19 601	45 %
MRC de Portneuf	53 813	69 557	15 744	29 %
Région de la Capitale-Nationale	**748 176**	**931 175**	182 999	**24 %**
Ville de Lévis	146 433	177 011	81 794	21 %
Région de la Capitale-Nationale-Lévis	**894 609**	**1 108 186**	**264 793**	**24 %**

Source : Institut de la statistique du Québec, Perspectives démographiques des MRC du Québec, scénario Fort, données compilées pour la CMQ.

Note

Il est prévu qu'une partie importante de la croissance démographique de la région se réalisera par l'entremise de la migration, dont celle provenant de l'international. Il est probable que cela se traduira par ***des besoins alimentaires nouveaux et des opportunités de création de marchés seront à saisir****. Par ailleurs, le vieillissement appréhendé de la population de la région devrait induire* ***des modifications dans la demande de produits alimentaires****.*

Crédit photo : Patrice Gagnon

1.3 L'économie régionale

Selon l'Enquête sur la population active (EPA), au quatrième trimestre de 2015, la région de la Capitale-Nationale comptait 407 900 emplois, en progression de 6,8 % par rapport à 2014[1] (1 % pour l'ensemble du Québec sur la même période). Le taux de chômage se situait pour sa part à 4,5 %, bien en deçà de celui observé à l'échelle québécoise (7,7 %).

Le revenu personnel disponible par habitant était de 27 219 $ en 2014, ce qui fait de la région de la Capitale-Nationale la deuxième région du Québec pour le plus haut revenu par habitant[2]. Les MRC de L'Île-d'Orléans et de La Jacques-Cartier se classent d'ailleurs dans les cinq MRC du Québec disposant des plus hauts revenus disponibles au Québec. Au cours des dernières années, ce revenu a progressé au même rythme que celui de l'ensemble du Québec.

Note

La région de la Capitale-Nationale est ***avantagée économiquement*** *: les emplois sont en progression, le taux de chômage y est historiquement très faible et le revenu disponible par habitant est parmi les plus élevés du Québec.*

---

1 Institut de la statistique du Québec, Population active, emploi et chômage, 4e trimestre 2015
http://www.stat.gouv.qc.ca/docs-hmi/statistiques/travail-remuneration/population-active-chomage/index.html

2 Institut de la statistique du Québec, revenu disponible
http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/revenu-menage/index.html

Crédit photo : gracieuseté

1.4 L'importance économique de l'agroalimentaire au Québec

L'industrie agroalimentaire[3] joue un rôle majeur dans l'économie du Québec. Elle représente en effet **7 % du PIB total du Québec** et **12 % des emplois**. Les livraisons manufacturières du secteur atteignent 24 milliards $ et les exportations s'élèvent à 7 milliards $ (environ 10 % des exportations du Québec).

Tableau 3 : Principaux indicateurs de l'industrie agroalimentaire en 2014 pour l'ensemble du Québec

Indicateurs	(M$)
PIB	22 000
Emplois (nombre total du secteur bioalimentaire)	483 095
Livraisons manufacturières aliments, boissons et tabac	24 000
Demandes alimentaires intérieures	38 400
Ventes des aliments au détail	25 000
Exportations	7 000
Importations	6 600

Source : Gouvernement du Québec, Activité bioalimentaire au Québec en 2014, bilan et perspectives.

[3] Les termes « industrie agroalimentaire » et « secteur bioalimentaire » sont équivalents. Ils comprennent les secteurs suivants : agriculture, pêche, transformation des aliments, boissons et tabacs, commerce de gros et de détail alimentaire et restauration.

L'agriculture et la transformation alimentaire, avec respectivement 55 400 emplois et 62 000 emplois, constituent d'ailleurs les principaux employeurs du secteur primaire et du secteur manufacturier du Québec[4].

« Le Québec est le plus grand producteur de porcs, de veaux et de lait au Canada. Il est le principal producteur de sirop d'érable au monde et le troisième producteur de canneberges. »
Source : Investissement Québec

« Le nombre d'emplois du secteur de l'agriculture québécois est supérieur à celui des secteurs du jeu vidéo, des produits pharmaceutiques et biotechnologiques, des ressources minérales et du transport. »
Source : Institut du Québec, *L'industrie agroalimentaire, un puissant levier de développement économique pour le Québec*, novembre 2015

1.4.1 Les exportations et les importations

La balance commerciale des importations et exportations de produits alimentaires au Québec est positive, c'est-à-dire que davantage de produits sont exportés (7 milliards $) qu'importés (6,6 milliards $) annuellement[5]. Le Québec est un grand exportateur de viande porcine, de fèves de soja, de produits du cacao ainsi que de fruits et légumes frais réfrigérés ou congelés. Le sirop et le sucre d'érable sont également très prisés de même que certains alcools de petits fruits comme les cidres et les poirés d'hydromel, qui, malgré leur faible volume, ont connu une très forte croissance au cours des dernières années[6]. Les États-Unis demeurent le principal débouché extérieur des produits alimentaires québécois (62 %), suivent le Japon (7 %), la Chine (4 %), les Pays-Bas (4 %) et la Russie (3 %)[7].

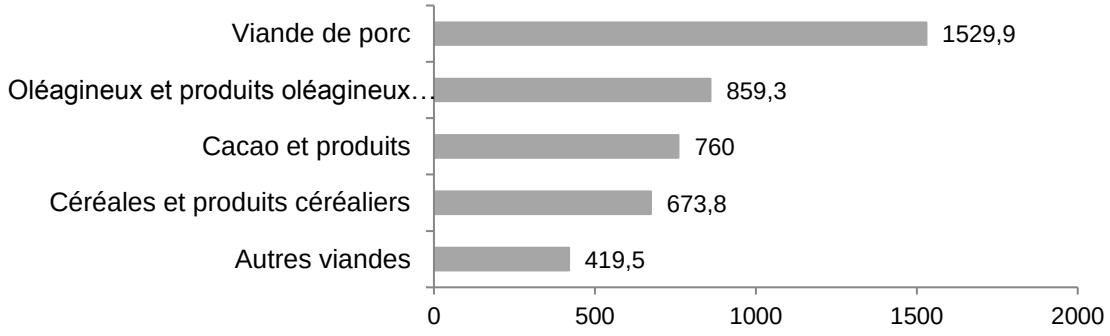


Figure 2 :Principaux produits exportés en 2014 au Québec (M$)

Source : MAPAQ, *Bottin statistique de l'alimentation*, édition 2015, p. 69.

Les principaux groupes de produits importés sont pour leur part les boissons alcoolisées et non alcoolisées (1,5 milliard $), les fruits, les légumes et leurs préparations (1,3 milliard $), le cacao, le café, le thé, le maté ainsi

[4] Conseil de la transformation alimentaire du Québec et Union des producteurs agricoles du Québec, Manifeste pour une stratégie québécoise de l'agroalimentaire, 30 novembre 2015.
[5] MAPAQ, Bottin statistique de l'alimentation, édition 2015.
[6] MAPAQ, BioClips+, Les exportations bioalimentaires internationales du Québec, évolution des vingt dernières années et perspectives de croissance, décembre 2012.
[7] http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/md/statistiques/Pages/exportation.aspx

que les épices et leurs sous-produits (1 milliard $). Ces produits proviennent principalement des États-Unis, de la France, du Brésil, de l'Italie, de la Chine et du Chili.

1.4.2 Une industrie en croissance

Certaines données indiquent que le secteur de l'industrie agroalimentaire progresserait plus lentement que l'ensemble de l'économie québécoise. En effet, le PIB réel bioalimentaire s'est apprécié de 238,6 M$ de 2011 à 2014, ce qui représente une croissance de 1,1 %. À titre de comparaison, la croissance a été de 3,8 % pour l'ensemble de l'économie du Québec[8] lors de cette même période. Les emplois ont pour leur part progressé de 0,7 %, comparativement à 2,1 % pour l'ensemble des emplois québécois.

Toutefois, un tout autre constat se dégage si l'on prend en considération **l'ensemble des retombées associées à l'industrie agroalimentaire** qui génère bon nombre d'emplois directs, indirects et induits dans les différents secteurs de l'économie, tels que les transports.

Selon un rapport produit par ÉcoRessources[9], les emplois et le PIB associés à la production agricole et à la transformation agroalimentaire (emplois directs, indirects et induits et retombées totales) ont crû davantage que dans l'ensemble du Québec de 2007 à 2013 (une hausse de 15 % en comparaison de 5 % pour l'ensemble des emplois au Québec et une augmentation de 20 % contre 8 % pour le PIB total du Québec).

De plus, toujours selon ce même rapport, on remarque une croissance soutenue des exportations internationales de produits bioalimentaires du Québec. La valeur de celles-ci a crû de 49 % de 2007 à 2012 (dernière année pour laquelle les chiffres sont disponibles), passant de 4 132 millions $ à 6 145 millions $, tandis que les exportations totales du Québec baissaient de 6 % au cours de la période 2007 à 2013.

1.4.3 Une demande alimentaire extérieure en progression

La demande alimentaire est en forte croissance à l'échelle de la planète en raison des accords commerciaux internationaux et de l'augmentation démographique. Ceci laisse supposer une croissance de la demande extérieure au cours des prochaines années. « *Les récents accords de libre-échange ainsi que les opportunités reliées à la forte croissance économique des pays émergents offrent à l'industrie agroalimentaire du Québec des débouchés très prometteurs*[10]*. »*

1.4.4 Une demande alimentaire en changement

En ce qui concerne la demande intérieure, évaluée par les ventes de produits alimentaires dans les magasins et le réseau des services alimentaires, celle-ci a augmenté de 1,3 % de 2013 à 2014[11] pour s'établir à 38,4 milliards $. Ceci correspond à une dépense annuelle moyenne de 9 700 $ par ménage pour l'alimentation et les boissons alcoolisées. La proportion du budget consacrée à l'alimentation au Québec s'élève à 11,6 % (13,4 % si l'on inclut les boissons alcoolisées)[12].

---

8 Gouvernement du Québec, *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec*, édition 2015.
9 ÉcoRessources, Mise à jour des retombées économiques de l'agriculture pour le Québec, 31 octobre 2014.
10 Institut du Québec, *L'industrie agroalimentaire, un puissant levier de développement économique pour le Québec*, novembre 2015, p. IV.
11 MAPAQ, *Bottin statistique de l'alimentation*, édition 2015, p. 12.
12 Statistique Canada, Dépenses alimentaires moyennes des ménages, par province (Québec), http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l02/cst01/famil132f-fra.htm et Tableau CANSIM 203-0021

Les tendances démographiques indiquent que la croissance de la demande intérieure sera plus lente que par le passé. Ainsi, *« les occasions de croissance de l'industrie agroalimentaire québécoise en regard du marché intérieur se situeront principalement du côté du remplacement des produits importés par des produits faits au Québec*[13] ». La hausse du prix des aliments en raison des perturbations climatiques pourrait également inciter les consommateurs à se tourner davantage vers des produits locaux. Actuellement, on estime que plus de la moitié (53 %) des achats alimentaires des Québécois proviennent de fournisseurs (producteurs et transformateurs) du Québec[14].

Crédit photo : gracieuseté

NOTE

L'industrie agroalimentaire joue un rôle de premier plan dans l'économie du Québec. Une demande accrue pour des produits frais et locaux, de même que les récents accords de libre-échange viendront soutenir la croissance de ce secteur d'activité au cours des prochaines années.

1.5 Une industrie au cœur de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis

L'industrie agroalimentaire est fortement présente dans la région de la Capitale-Nationale et sur le territoire de la Ville de Lévis. On y retrouve une grande variété de productions, de nombreuses entreprises de transformation ainsi qu'un large éventail de restaurants et d'hôtels. De plus, elle peut compter sur un vaste réseau de centres de recherche universitaires et privés.

Le PIB du secteur agroalimentaire régional est de **1,6 milliard $** et correspond à **5 % de son PIB total** (le secteur du transport et de l'entreposage correspond à 4 % du PIB régional et celui de la construction à 7 %). En comparaison avec les autres régions du Québec, la région de la Capitale-Nationale se situe derrière Montréal et la Montérégie pour l'importance de l'activité bioalimentaire totale.

[13] Ibid., p. 14.
[14] MAPAQ, *Bottin statistique de l'alimentation*, édition 2015, p. 66.

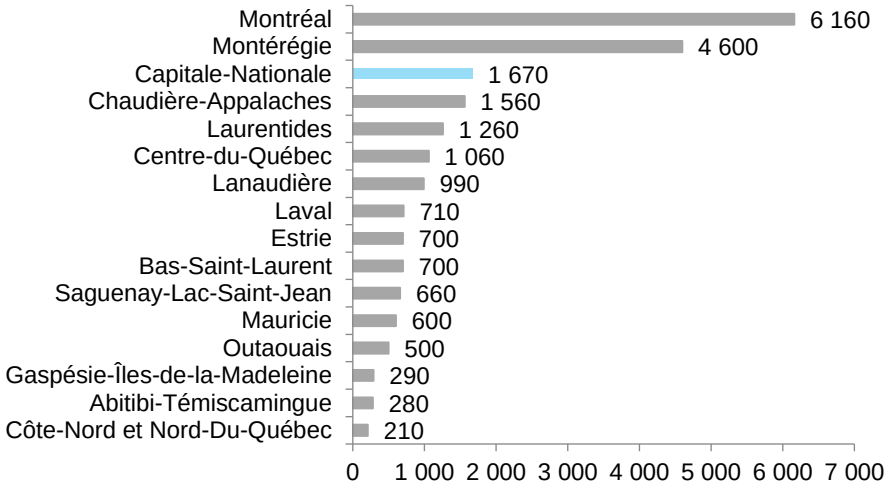


Figure 3 : Produit intérieur brut (M$) total du secteur bioalimentaire en 2013

Source : Gouvernement du Québec, Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec, estimations pour 2013.

Au total, on dénombre au total 36 500 **emplois** associés au secteur agroalimentaire dans la région, soit **10 % des emplois totaux**. À titre comparatif, ce nombre d'emplois est plus élevé que le total des emplois dans l'industrie de la construction (plus de 20 000) ou de la finance et de l'assurance (plus de 15 000) dans la région. En tenant compte des valeurs de livraison de 1,2 milliard $ en 2013, les 161 entreprises de transformation alimentaire **représentent le plus important secteur manufacturier de la région**.

Crédit photo : gracieuseté

1.5.1 Une industrie agroalimentaire tertiaire

Comparativement à l'ensemble du Québec, le secteur tertiaire de l'industrie agroalimentaire (commerce de gros, de détail et restauration) est beaucoup plus présent dans l'économie régionale. À titre d'exemple, 50 % des emplois et des établissements sont associés au secteur de la restauration dans la région de la Capitale-Nationale alors que ces proportions sont de 43 % pour les emplois et de 34 % pour les établissements dans l'ensemble du Québec. La région a d'ailleurs la réputation d'être un haut lieu de la gastronomie au Québec. Toutefois, le secteur de la transformation alimentaire et des activités agricoles primaires y est moins important. Un total de 13 % des emplois

de l'industrie agroalimentaire est associé au secteur de la transformation alimentaire au Québec alors que cette proportion n'est que de 9 % sur le territoire de la Capitale-Nationale. Toutefois, pour la Ville de Lévis, le portrait est différent puisque la proportion des emplois agroalimentaires associée à la transformation alimentaire est de 18 %.

Crédit photo : Pascal Arseneau

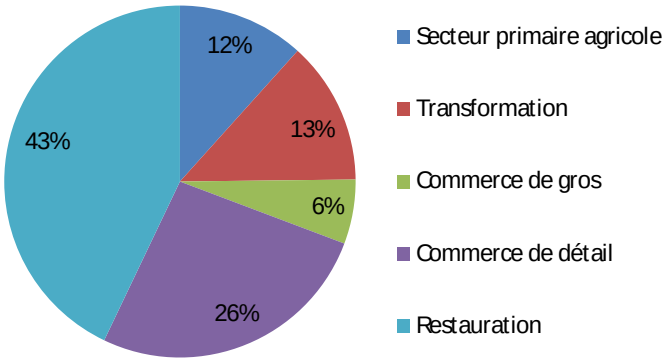


Figure 4 : Répartition des emplois en agroalimentaire – Ensemble du Québec

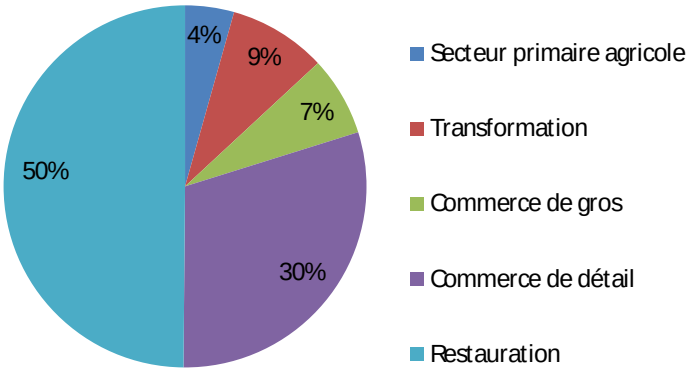


Figure 5 : Répartition des emplois en agroalimentaire – Capitale-Nationale

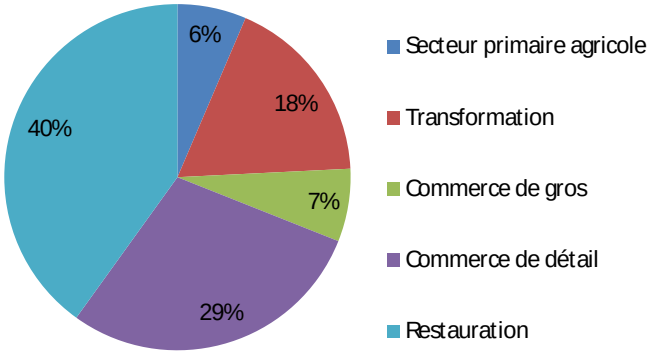


Figure 6 : Répartion des emplois en agroalimentaire - Lévis

Source : Gouvernement du Québec, Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec, estimations pour 2013. Pour la Ville de Lévis, il s'agit des emplois recensés au lieu d'emploi par le biais de l'Enquête nationale auprès des ménages de Statistique Canada réalisée en 2011.

Tableau 4 : Principaux indicateurs de l'industrie agroalimentaire en 2013 pour la Capitale-Nationale

Indicateurs	Capitale-Nationale (M$)	Le Québec (M$)
PIB		
- **Agroalimentaire total**	**1 670**	21 979
Agriculture	110	3 714
Transformation	350	6 845
Commerce de gros	320,5	3 359
Commerce de détail	310	3 208
Restauration	570	4 788
- Total	32 543	332 644
Part relative	5 %	7 %
Emplois (nombre total du secteur bioalimentaire)		
- **Agroalimentaire total**	**36 500**	470 100
Activité agricole	1 600	54 500
Pêche	s.o.	3 500
Transformation	3 200	61 300
Commerce de gros	2 600	27 600
Commerce de détail	10 800	123 000
Restauration	18 300	200 200
- Emplois totaux	382 300	4 032 200
Part relative	10 %	12 %
Établissements (nombre total du secteur bioalimentaire)		
- **Agroalimentaire total**	**4 232**	65 405
Activité agricole	1 017	28 538
Pêche	s.o.	s.o.
Transformation	161	2197
Commerce de gros	n/d	n/d
Commerce de détail	998	12 191
Restauration	2 056	22 479

Source : Gouvernement du Québec, Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec, estimations pour 2013.

1.5.2 Une valeur foncière agricole considérable pour certains territoires

En 2015, **la valeur totale des immeubles agricoles imposable s'élevait à 1,2 milliard $** pour l'ensemble du territoire, ce qui correspond à 1 % de la richesse foncière uniformisée totale. Pour certaines MRC, les immeubles agricoles occupent une part plus importante de leur richesse uniformisée totale, c'est notamment le cas sur le territoire de la MRC de L'Île-d'Orléans (16 %), de la MRC de Portneuf (7 %) et de la MRC de Charlevoix (5 %). C'est la MRC de Portneuf avec 383 M$ qui dispose de la valeur d'immeubles agricoles la plus élevée dans la région.

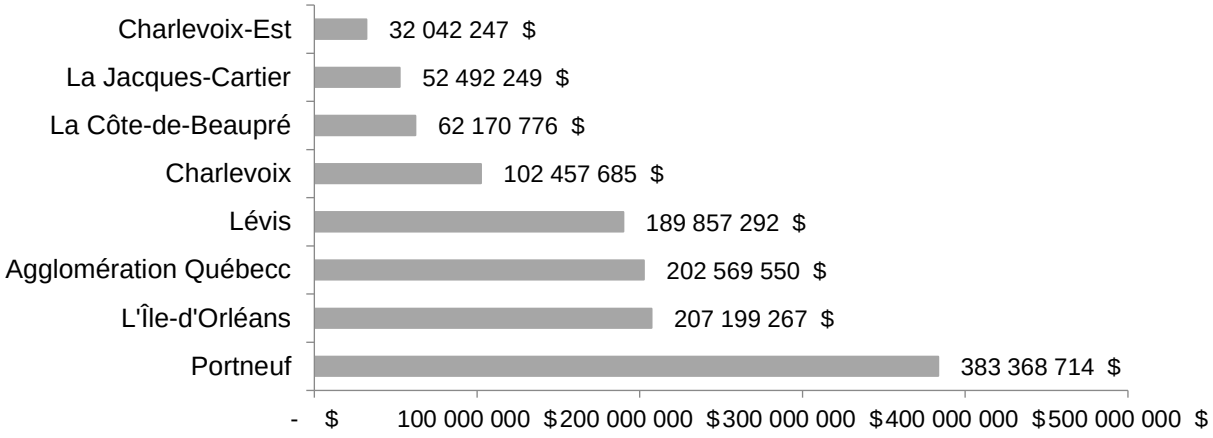


Figure 7 : Valeur totale des immeubles agricoles imposable en 2015

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, Richesse foncière uniformisée.
http://www.mamrot.gouv.qc.ca/finances-indicateurs-de-gestion-et-fiscalite/information-financiere/profil-financier-et-autres-publications/richesse-fonciere-uniformisee/#c6278

1.5.3 Une progression de la valeur foncière agricole supérieure à la moyenne du Québec

De 2010 à 2015, la valeur des immeubles agricoles a connu une progression de 46 % sur le territoire de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis, alors que celle-ci était de 29 % pour l'ensemble du Québec au cours de la même période. L'agglomération de Québec et la MRC de Portneuf sont celles qui connaissent les plus fortes progressions de la valeur de leurs immeubles agricoles dépassant même celle de leur richesse foncière uniformisée totale (RFU).

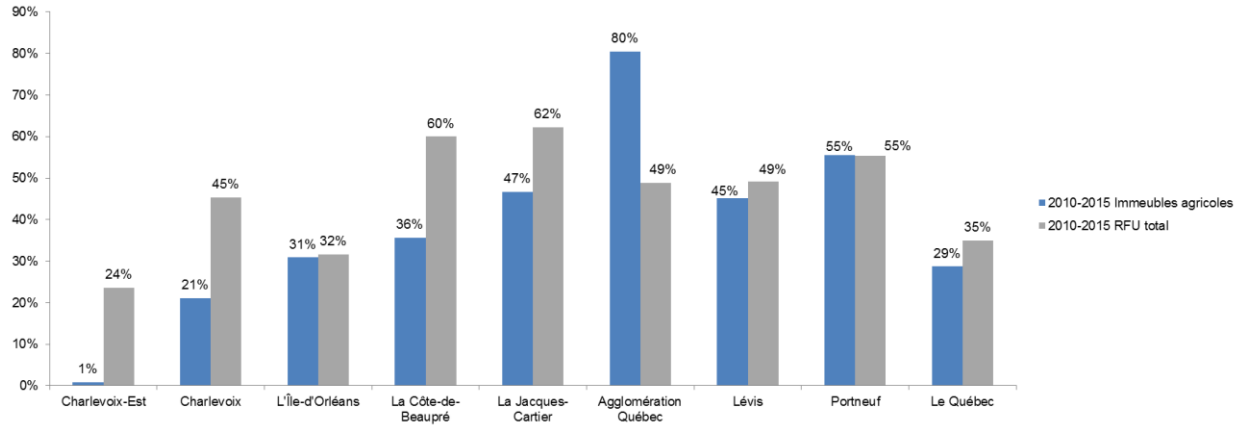


Figure 8 : Variation de la valeur totale des immeubles agricoles imposables et de la richesse foncière uniformisée totale de 2010 à 2015

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, Richesse foncière uniformisée. http://www.mamrot.gouv.qc.ca/finances-indicateurs-de-gestion-et-fiscalite/information-financiere/profil-financier-et-autres-publications/richesse-fonciere-uniformisee/#c6278

Cette progression de la valeur des immeubles agricoles dans la région est également constatée avec **la valeur moyenne des terres transigées**. Celle-ci augmente fortement dans la région (+30 % pour les terres en culture et +28 % pour les terres agricoles de 2013 à 2014[15]). Malgré cette progression, **la valeur moyenne des terres agricoles et en culture transigée dans la région demeure bien en dessous de la moyenne québécoise** :

- Terres en culture : 6 324 $ à l'hectare (ha) (région de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis) comparativement à 15 657 $ par ha pour la moyenne québécoise;
- Terres agricoles : 5 693 $ par ha (région de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis) par opposition à 12 113 $ par ha pour la moyenne québécoise. Dans certaines régions, comme la Montérégie ou Lanaudière, la valeur moyenne des terres en culture à l'hectare transigées s'élève à 27 000 $ par ha.

1.5.4 Un milieu de la recherche et de transfert dynamique et un créneau de pointe : les aliments santé

La région compte plus d'une dizaine de centres de recherche, de transfert et de soutien à l'industrie agroalimentaire tels : AG-Bio Centre, TransBIOTech, le Centre de recherche et de développement d'Agriculture Canada, l'Institut des nutraceutiques et des aliments fonctionnels (INAF), en plus des centaines de professeurs, chercheurs et instituts de recherche associés à la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval[16].

La Capitale-Nationale se démarque dans le créneau des aliments santé associés aux aliments fonctionnels et nutraceutiques[17]. Ce segment de marché bénéficie des **tendances découlant du vieillissement de la population et de l'intérêt pour un mode de vie sain**e. Une trentaine d'entreprises sont reliées à ce secteur sur le territoire[18],

---

15 La Financière agricole, Bulletin Transac-terres, édition 2015.
16 http://www.fsaa.ulaval.ca/
17 Aliments ou composantes alimentaires qui, au-delà de leurs fonctions nutritionnelles de base, contiennent des composés chimiques bioactifs naturels procurant des bienfaits démontrés pour la santé et/ou réduisant le risque de maladie (Agriculture et Agroalimentaire Canada).
18 http://quebecinternational.ca/industries-cles/transformation-alimentaire/consortium-aliments-sante/entreprises-membres/

telles qu'Advitech, Soylutions, VERTIGO gourmet et Aliksir. Plusieurs d'entre elles sont regroupées au sein d'un réseau, le « Consortium Aliments Santé[19] », afin de favoriser le réseautage, le transfert d'idées et la mise en marché.

Crédit photo : gracieuseté

NOTE

Le commerce de détail et la restauration sont les piliers du secteur agroalimentaire de la région. Appuyé par un vaste réseau de centres de recherche, une industrie de la transformation alimentaire variée et un accroissement de la valeur des terres en culture et agricoles, ce secteur est au cœur de l'économie régionale.

[19] http://www.consortiumalimentssante.ca

2 LES CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE AGRICOLE

La zone agricole du territoire de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis, protégée en vertu de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, **couvre selon les données de 2015 un total de 253 814 ha (environ 3,5 % du territoire du Québec)**. Les superficies les plus importantes se retrouvent sur le territoire de la MRC de Portneuf, de la MRC de Charlevoix et de la Ville de Lévis. La MRC de L'Île-d'Orléans et la Ville de Lévis se démarquent par le fait que la majorité de leur territoire municipalisé se retrouve en zone agricole, soit 95 % pour L'Île-d'Orléans et 72 % pour la Ville de Lévis.

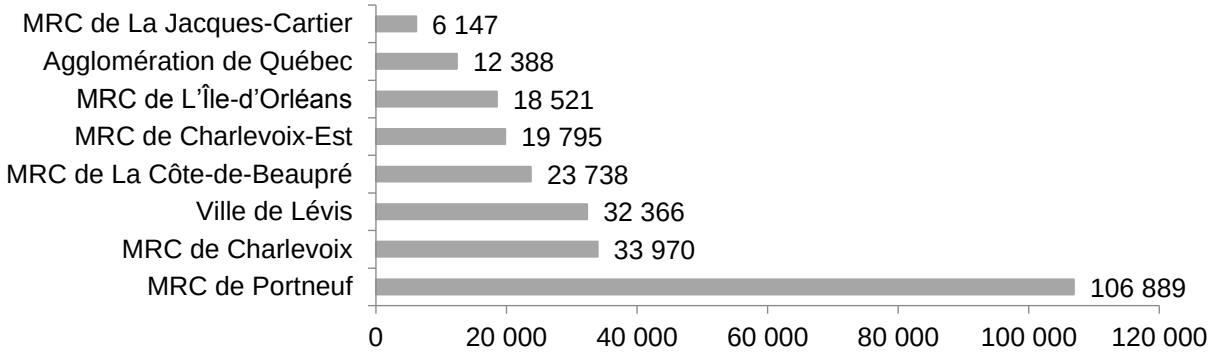


Figure 9 : Nombre d'hectares en zone agricole en 2015

Source : Commission de protection du territoire agricole du Québec, Rapport annuel, mars 2015.

Tableau 5 : Territoires en zone agricole par MRC, superficie en culture et boisée

Territoires	Superficie de la zone agricole (ZAP) au 31 mars 2015	Superficie en culture en 2010 (ha)	% de la ZAP cultivée en 2010	% de la ZAP boisée en 2010
Agglomération de Québec	12 388	5 029	41 %	39 %
MRC de Charlevoix	33 970	6 493	19 %	60 %
MRC de Charlevoix-Est	19 795	2 064	10 %	66 %
MRC de L'Île-d'Orléans	18 521	8 247	45 %	32 %
MRC de La Côte-de-Beaupré	23 738	2 828	12 %	75 %
MRC de La Jacques-Cartier	6 147	1 195	19 %	68 %
MRC de Portneuf	106 889	37 419	35 %	55 %
Région de la Capitale-Nationale	**221 448**	**63 275**	**29 %**	**56 %**
Ville de Lévis	32 366	7 418	23 %	43 %
Région de la Capitale-Nationale-Lévis	**253 814**	**70 693**	**28 %**	**55 %**

Source : Commission de protection du territoire agricole du Québec, Rapport annuel, mars 2015. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles, 2010

De 2007 à 2010, les superficies en culture ont diminué partout sur le territoire, sauf dans la MRC de Portneuf qui a vu celles-ci s'accroître de 888 hectares, soit une augmentation de 2,4 %.

Tableau 6 : Superficies cultivées en 2007 et 2010

Territoires	Superficie cultivée (ha)		Évolution 2007 à 2010	
	2007	2010	Nb	%
Agglomération de Québec	5 177	5 029	-148	-2,9 %
MRC de Charlevoix	6 683	6 493	-190	-2,8 %
MRC de Charlevoix-Est*	4 760	4 189	-571	-12,0 %
MRC de L'Île-d'Orléans	8 247	8 247	1	0,0 %
MRC de La Côte-de-Beaupré	2 921	2 828	-93	-3,2 %
MRC de La Jacques-Cartier	1 421	1 195	-226	-15,9 %
MRC de Portneuf	36 531	37 419	888	2,4 %
Région de la Capitale-Nationale	**65 740**	**65 401**	**-340**	**-0,5 %**
Ville de Lévis	7 516	7 418	-99	-1,3 %
Région de la Capitale-Nationale-Lévis	**73 257**	**72 818**	**-438**	**-0,6 %**

Source : MAPAQ, Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles 2007 et 2010.

* Pour la MRC Charlevoix-Est, les superficies cultivées en 2010 ont été estimées à partir d'une baisse de 12 % depuis 2007, soit la même baisse que celle constatée dans le PDZA de cette MRC de 2003 à 2007.

Crédit photo : Martine Rouleau

2.1 Les terres en friche

Selon les différents PDZA et la VDAAA, on retrouve plus de 8 000 hectares de terres agricoles abandonnées actuellement en friche sur le territoire[20].

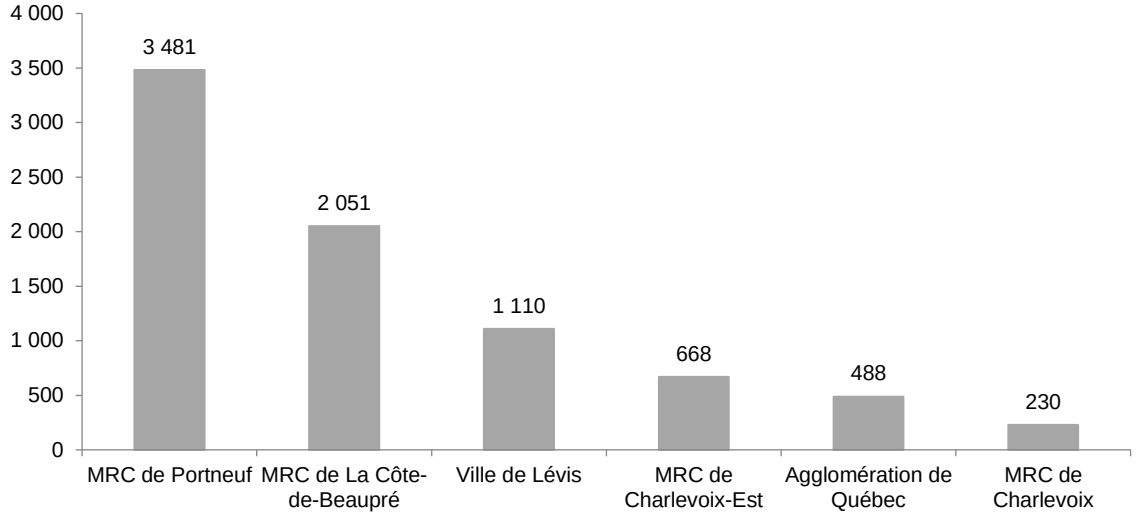


Figure 10 : Superficie des terres en friche en hectares

Sources : PDZA des MRC de Portneuf, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix, Charlevoix-Est, de l'agglomération de Québec et de la Ville de Lévis

Ces terres pourraient s'avérer intéressantes pour une utilisation agricole future. Toutefois, selon une étude sur le terrain réalisée par la MRC de Charlevoix en 2013[21], seuls 35 % des terres en friche ont le potentiel d'être remises en état pour l'agriculture puisque plusieurs lots sont boisés, déjà cultivés ou présentent de nombreuses contraintes à l'agriculture. Appliqué à l'ensemble de la région, **c'est environ 2 800 hectares de friches agricoles qui sont propices à une réutilisation agricole future**.

[20] Ce chiffre provient de l'addition du total des terres en friche recensées dans les PDZA du territoire (sauf pour La Jacques-Cartier et L'Île-d'Orléans qui n'ont pas d'inventaire à ce sujet). Les méthodes et les dates de compilation étant variées, ce chiffre constitue une approximation.

[21] MRC de Charlevoix, *Plan de développement de la zone agricole*, février 2015, p. 122.

Crédit photo : Manon Dumas

NOTE

Une bonne part de la zone agricole est cultivée ou boisée. Certaines terres sont toutefois en friche et propices à une réutilisation agricole future.

3 LES ACTIVITÉS AGRICOLES

3.1 Le nombre d'exploitations et le type de production

Outre son secteur tertiaire agroalimentaire dynamique, la région peut compter sur **1 166 exploitations agricoles** diversifiées représentant la base de son industrie agroalimentaire. Ces fermes sont au cœur des différentes saveurs régionales. Bien qu'on les retrouve sur tous les territoires de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis, plus du tiers de ces exploitations sont situées sur le territoire de la MRC de Portneuf.

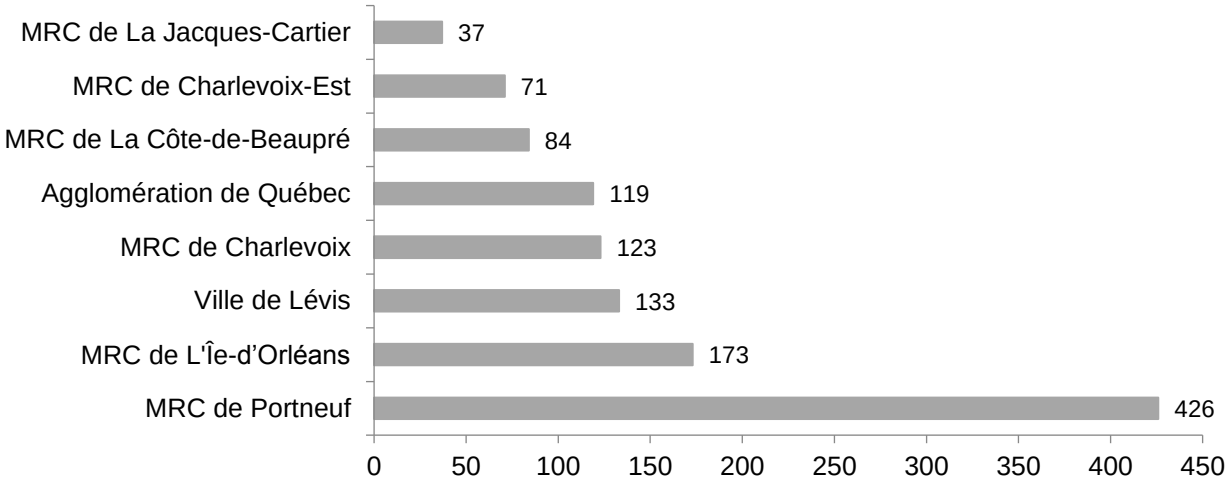


Figure 11 : Nombre total d'exploitations agricoles par territoire de MRC en 2010

Source : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec,
Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles en 2010.

Tout comme dans l'ensemble du Québec, le nombre de fermes est en diminution dans la région (-32 fermes de 2007 à 2010). Malgré ce fait, les revenus agricoles totaux sont en progression. Ils sont passés de 276 à 322 M$ au cours de la même période. Toutefois, 43 % des producteurs de la région avaient en 2010 des revenus inférieurs à 50 000 $. La plupart de ces revenus proviennent de la production animale. En effet, sur les 1 166 exploitations agricoles que compte le territoire, **629 (54 %) tirent leur premier revenu des élevages** (bovins laitiers, bovins de boucherie, porcs, volailles, etc.) et **537 (46 %) œuvrent dans le secteur des productions végétales** (céréales, fourrages, légumes, fruits, acériculture, culture abritée, etc.). Seules les MRC de L'Île-d'Orléans et de La Côte-de-Beaupré présentent un profil différent avec davantage de fermes en production végétale et des revenus provenant principalement de ce type de production.

Crédit photo : gracieuseté

Tableau 7 : Types de production et de revenus en 2010

Territoire	Exploitations agricoles	Fermes en production animale	Fermes en production végétale	Revenu brut moyen/ferme	Revenus provenant des productions animales	Revenus provenant des productions végétales
Agglomération de Québec	119	63	56	179 510 $	50 %	50 %
MRC de Charlevoix	123	99	24	257 772 $	89 %	11 %
MRC de Charlevoix-Est	71	44	27	317 777 $	67 %	33 %
MRC de L'Île-d'Orléans	173	44	129	268 779 $	22 %	78 %
MRC de La Côte-de-Beaupré	84	37	47	124 130 $	47 %	53 %
MRC de La Jacques-Cartier	37	23	14	661 543 $	65 %	35 %
MRC de Portneuf	426	251	175	322 431 $	54 %	46 %
Région de la Capitale-Nationale	**1 033**	**561**	**472**	**286 597 $**	**54 %**	**46 %**
Ville de Lévis	133	68	65	335 544 $	57 %	43 %
Région de la Capitale-Nationale-Lévis	**1 166**	**629**	**537**	295 880 $	**54 %**	**46 %**

Source : MAPAQ, Fiches d'enregistrement des exploitations, 2010.

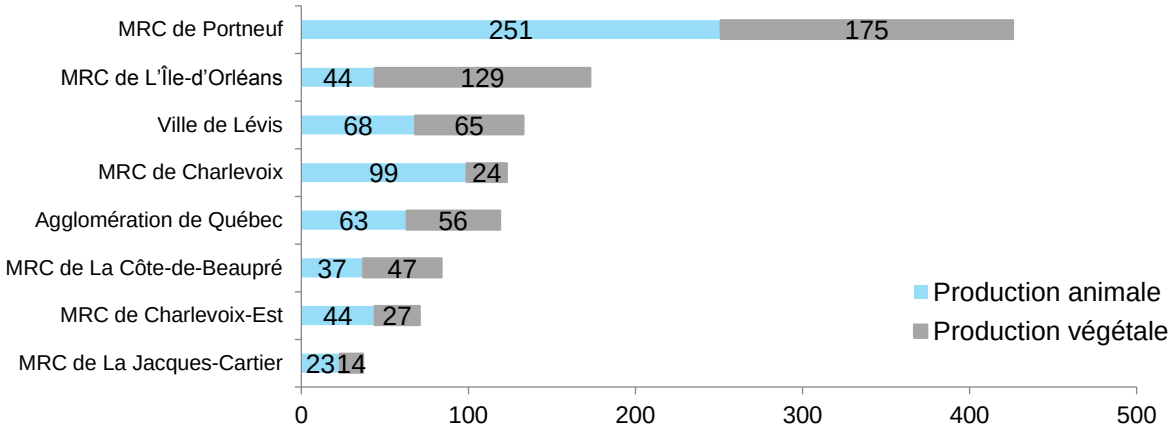


Figure 12 : Types de production selon le nombre total d'exploitations agricoles en 2010

Source : MAPAQ, Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles, 2010.

3.2 La transformation à la ferme

Une grande variété de produits est transformée dans les fermes de la région. La proximité d'un bassin de consommateurs important fait en sorte que l'on retrouve davantage « d'agrotransformateurs » sur le territoire (des

producteurs qui font la transformation de leurs produits directement à la ferme[22]), que dans l'ensemble du Québec. En effet, 134 exploitations, soit 11 %, font la transformation de leurs produits directement à la ferme. Cette proportion n'est que de 5 % dans l'ensemble du Québec.

Tableau 8 : Transformation à la ferme en 2010

Territoires	Exploitations agricoles	Transformation à la ferme	Part relative
Agglomération de Québec	119	5	4 %
MRC de Charlevoix	123	11	9 %
MRC de Charlevoix-Est	71	nd	nd
MRC de L'Île-d'Orléans	173	40	23 %
MRC de La Côte-de-Beaupré	84	19	23 %
MRC de La Jacques-Cartier	37	3	8 %
MRC de Portneuf	426	43	10 %
Région de la Capitale-Nationale	**1 033**	**121**	**12 %**
Ville de Lévis	133	13	10 %
Région de la Capitale-Nationale-Lévis	**1 166**	**134**	**11 %**

Source : MAPAQ, Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles, 2010.

Crédit photo : gracieuseté

[22] La Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAAQ) permet la transformation et la vente de produits agricoles à la ferme dans la mesure où l'essentiel des produits transformés provient de leur propre production.

3.3 L'acériculture

En 2012, un total de **180 entreprises**, plus d'un million d'entailles et 2,7 millions de livres de production de sirop d'érable étaient dénombrés sur le territoire de la Capitale-Nationale. **Cela représente 90 % de la production de sirop d'érable, 85 % des entailles et 69 % des entreprises qui sont situées sur le territoire de la MRC de Portneuf.**

Tableau 9 : Nombre d'entreprises, d'entailles et production de sirop d'érable en 2012

MRC	Entreprises	Entailles	Production (livres)	Rendement (lb/entaille)
Charlevoix et La Côte-de-Beaupré	13	56 300	91 791	1,63
La Jacques-Cartier	17	43 900	43 581	0,99
L'Île-d'Orléans	26	93 223	147 930	1,59
Portneuf	124	1 064 593	2 473 853	2,32
Total	**180**	**1 258 016**	**2 757 155**	**2,19**

Source : Agence des forêts privées de Québec, Plan de protection et de mise en valeur du territoire, document de connaissances, p. 80.

Selon des calculs effectués par l'Agence des forêts privées de Québec[23], le territoire présente un potentiel acéricole total d'environ **49 369 hectares**, dont 36 278 hectares « entaillables ». Ces arbres se retrouvent principalement sur les territoires des MRC de Portneuf, de La Jacques-Cartier, de La Côte-de-Beaupré et de l'agglomération de Québec.

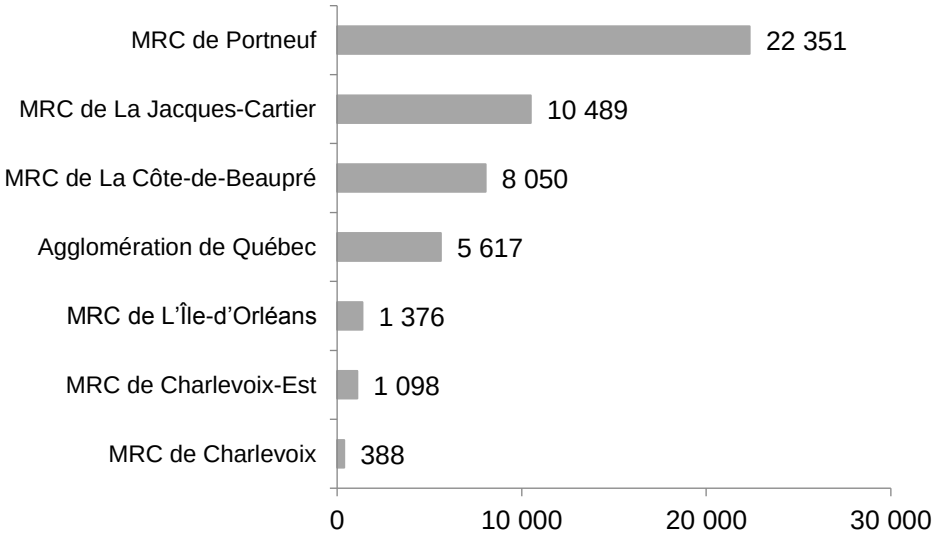


Figure 13 : Potentiel acéricole total en nombre d'hectares par territoire de MRC

Source : Agence des forêts privées de Québec, Plan de protection et de mise en valeur du territoire, document de connaissances, p. 81.

[23] Agence des forêts privées de Québec, Plan de protection et de mise en valeur du territoire, document de connaissances, p. 81. http://afpq03.ca/wp-content/uploads/2014/09/doc_connaissances.pdf

Environ 7 % des superficies totales exploitées des fermes de la région et 12 % des superficies cultivées sont consacrées à l'acériculture. Celles-ci ont toutefois augmenté partout, de 2007 à 2010[24], principalement sur le territoire de la MRC de La Jacques-Cartier (+109 %), de la Ville de Lévis (+38 %) et de la MRC de La Côte-de-Beaupré (+34 %).

3.4 La récolte de matière ligneuse

On dénombre environ 6 500 propriétaires forestiers sur le territoire de la région de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis. De ce nombre, seulement 1 485 ont le statut de producteur forestier reconnu sur la rive nord alors que ce nombre est de 133 sur le territoire de la Ville de Lévis.

En 2014, plus de 400 000 m^3 de bois ont été mis en marché par le Syndicat des propriétaires forestiers de la région de Québec (SPFRQ)[25]. Ces volumes de bois récoltés sont inférieurs à la possibilité forestière totale calculée pour le territoire[26]. Il existe donc des possibilités de développement de la matière ligneuse à des fins commerciales. Toutefois, la majorité des propriétaires forestiers du territoire détiennent un petit lot (moins de 100 ha) pour le plaisir de posséder un milieu naturel, le désir d'aménager une forêt et la récolte du bois de chauffage[27].

3.5 Les produits forestiers non ligneux (PFNL) et l'acériculture

Les boisés et les plantations forestières couvrent une superficie importante des exploitations agricoles. Souvent inutilisées, ces superficies offrent des potentiels d'exploitation, que ce soit pour l'acériculture ou la récolte des produits forestiers non ligneux (PFNL)[28] qui est de plus en plus populaire.

Ces produits répondent en effet à une tendance des consommateurs recherchant des produits santé, naturels, biologiques et locaux. Les PFNL s'inscrivent également dans la lignée des tendances culinaires actuelles qui utilisent davantage de produits issus de la forêt boréale. Une trentaine de produits forestiers non ligneux offriraient un potentiel économique appréciable au Québec[29], dont les petits fruits (bleuets et canneberges sauvages, baies de l'amélanchier, aronia noir, camarine et chicouté), les champignons sauvages, les plantes médicinales (ginseng, sanguinaire, hydraste et if du Canada), les têtes de violon, les boutons de marguerite, le thé du Labrador, le rosier rugueux, l'écorce et le sirop du bouleau blanc.

Crédit photo : gracieuseté

---

[24] Les statistiques de superficies en hectares consacrées à l'acériculture ne sont pas disponibles pour les MRC de Charlevoix et Charlevoix-Est.

[25] Syndicat des propriétaires forestiers de la région de Québec, rapport d'activité 2014, p. 9. Chiffre correspondant aux secteurs de Portneuf, Québec-Montmorency et Charlevoix.

[26] La possibilité de récolte annuelle pour les forêts privées du territoire de la Capitale-Nationale est de 658 187 m^3 de 2013 à 2023. Agence des forêts privées de Québec, Détermination de la possibilité de récolte forestière régionale, p. 18.

[27] Agence des forêts privées de Québec, Plan de protection et de mise en valeur du territoire (PPMV), Document de connaissances, p. 139.

[28] Les produits forestiers non ligneux (PFNL) sont des espèces végétales indigènes ou naturalisées, cultivées ou récoltées en forêt naturelle ou en plantation, autres que la matière ligneuse destinée à l'industrie du bois d'œuvre, de pâte et papier, du bois de chauffage ou du charbon. Parmi les PFNL, on retrouve notamment les champignons, le sirop d'érable, la gomme de sapin, etc.

[29] Centre d'expertise sur les produits agroforestiers, *Mise en valeur des produits forestiers non ligneux*, 2008.

Pour le territoire de la Capitale-Nationale, les PFNL qui semblent présenter un potentiel de croissance intéressant sont l'amélanchier, l'aronia noir, la canneberge, les têtes de violon et certains champignons, dont la morille[30]. Les trois plantes médicinales suivantes ont également été identifiées[31] comme offrant un intérêt certain sur le territoire : l'if du Canada, le ginseng à cinq folioles et la gomme de sapin.

On retrouve deux entreprises importantes oeuvrant dans le secteur des PFNL sur le territoire : Aliksir dans Portneuf, qui produit des huiles essentielles, notamment de résineux, et Les Gommes de Sapin du Québec inc. dans Charlevoix, un des grands distributeurs de ce produit au Québec.

3.6 La relève agricole

En 2010, 116 fermes sur le territoire de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis, soit 10 % des propriétaires, prévoyaient vendre d'ici cinq ans. La plupart avaient déjà prévu une relève. Pour certains territoires toutefois, la relève se fait rare, principalement sur les territoires de la Ville de Lévis et de l'agglomération de Québec.

Tableau 10 : Propriétaires de ferme prévoyant vendre dans les 5 prochaines années et relève prévue en 2010

Territoires	Nombre de fermes	Vente d'ici 5 ans	% des fermes	Relève prévue	% des fermes prévoyant vendre avec relève
Agglomération de Québec	119	15	13 %	7	47 %
MRC de Charlevoix	123	13	11 %	14	108 %
MRC de Charlevoix-Est	nd	nd	nd	nd	nd
MRC de L'Île-d'Orléans	173	20	12 %	15	75 %
MRC de La Côte-de-Beaupré	84	9	11 %	6	67 %
MRC de La Jacques-Cartier	37	2	5 %	2	100 %
MRC de Portneuf	426	41	10 %	58	141 %
Région de la Capitale-Nationale	**1033**	**100**	**10 %**	**102**	**102 %**
Ville de Lévis	133	16	12 %	3	19 %
Région de la Capitale-Nationale-Lévis	**1166**	**116**	**10 %**	**105**	**91 %**

Source : MAPAQ, Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles, 2010.

3.7 La main-d'œuvre agricole

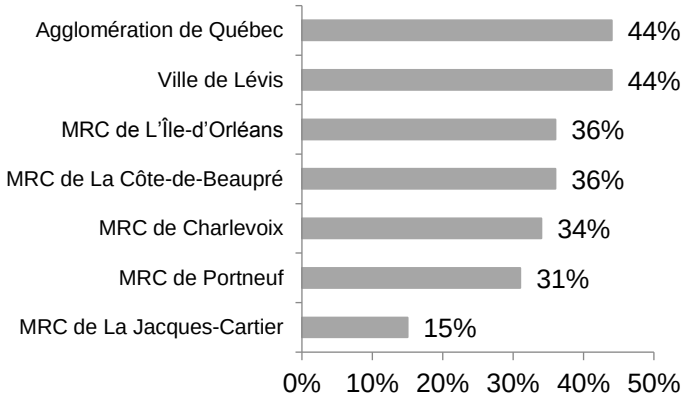
La main-d'œuvre agricole est avant tout familiale dans les fermes de la région. Toutefois, la plupart doivent combler un besoin ponctuel de main-d'œuvre à certaines périodes de l'année. Cette main-d'œuvre saisonnière est pour la majorité étrangère puisque bon nombre de producteurs éprouvent des difficultés à recruter des ouvriers locaux. Vient alors la nécessité d'obtenir une autorisation du gouvernement, de recruter et de loger ces travailleurs en respectant plusieurs exigences.

---

30 Agence des forêts privées de Québec, Plan de protection et de mise en valeur du territoire, *document de connaissances*, p. 79.
31 Commission sur les ressources naturelles et le territoire de la Capitale-Nationale, Plan de développement intégré des ressources et du territoire, *Les produits forestiers non ligneux, un potentiel à développer*, 2010.

3.8 La location des terres

La région présente un taux de location des terres très élevé. En effet, sur certains territoires, dont l'agglomération de Québec et la Ville de Lévis, **le taux de location des terres agricoles atteint 44 %, alors que ce taux est de 31 % à l'échelle du Québec**. Cette situation peut entraîner une baisse des investissements sur ces terres. De 2007 à 2010, le total des superficies louées dans la région a augmenté d'environ 2 %, soit 702 hectares. Certains territoires ont connu une forte progression des superficies louées (MRC de La Jacques-Cartier, de Charlevoix et de La Côte-de-Beaupré ainsi que la Ville de Lévis), tandis que d'autres ont vu diminuer ou stagner le nombre total d'hectares consacré à la location sur leur territoire au cours de cette période (agglomération de Québec, MRC de L'Île-d'Orléans et Portneuf).



Crédit photo : Patri-Arch

Figure 14 : Taux de location des terres en 2010

Source : MAPAQ, Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles, 2010.

NOTE

Les activités agricoles sont nombreuses et variées sur le territoire. Outre les élevages et la production maraîchère, on compte de nombreuses fermes faisant la transformation de leurs produits. L'acériculture, la biomasse forestière et les produits forestiers non ligneux représentent des avenues de développement pour les exploitations agricoles et les propriétaires forestiers pour autant que les problématiques de relève et d'accessibilité à la terre soient restreintes.

4 LA TRANSFORMATION ET LE COMMERCE DE GROS ALIMENTAIRE

Avec un PIB de plus de 370 M$, près de 6 000 emplois directs et environ 200 établissements, le secteur de la transformation alimentaire et du commerce de gros contribue fortement à l'économie régionale de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis[32]. Plus de 200 entreprises de transformation et de commerce de gros alimentaire sont inscrites à l'annuaire des entreprises du Carrefour alimentaire. De ce nombre, on compte 143 entreprises de transformation alimentaire et de boissons.

Tableau 11 : Entreprises de plus de 5 employés dans le secteur de la transformation alimentaire et des boissons ainsi que la distribution et le commerce de gros

Territoires	Transformation alimentaire et des boissons	Distribution et commerce de gros	TOTAL Transformation et distribution
Agglomération de Québec	67	39	106
MRC de Charlevoix	12	7	19
MRC de Charlevoix-Est	3	2	5
MRC de L'Île-d'Orléans	12	5	17
MRC de La Côte-de-Beaupré	4	3	7
MRC de La Jacques-Cartier	2	0	2
MRC de Portneuf	9	6	15
Région de la Capitale-Nationale	**109**	**62**	**171**
Ville de Lévis	34	10	44
Région de la Capitale-Nationale-Lévis	**143**	**72**	**215**

Source : MAPAQ, Le Carrefour alimentaire du Québec, icriq.com.
https://www.mapaq.gouv.qc.ca/carrefouralimentaire/index.html
Ces entreprises appartiennent aux catégories suivantes : SCIAN 311-Fabrication d'aliments, SCIAN 312-Fabrication de boissons et de produits du tabac, SCIAN 411-Grossistes de distribution produits agricoles, SCIAN 412-Grossistes-distributeurs de produits alimentaires.

[32] Gouvernement du Québec, Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec, estimations pour 2013.

Parmi celles-ci, on retrouve des entreprises de transformation alimentaire[33] de différentes tailles et offrant des produits diversifiés dans la région, tels :

- Groupe Leclerc – 450 employés - production de biscuits, barres tendres, etc.
- Cidrerie et Vergers Pedneault – 20 employés - production de cidre de pomme, etc.
- Aliments Krispy Kernels – 85 employés - production de grignotines à base d'arachides
- Les Ruchers Promiel – 15 employés - production de miel et produits dérivés
- Cassis Monna & Filles – 10 employés - production de liqueurs et divers produits à base de cassis
- Archibald Microbrasserie – 150 employés - production de bières artisanales
- Frito Lay Canada – 450 employés - production de croustilles et de grignotines salées
- Fromagerie des Grondines – 10 employés - production de fromages

Les entreprises qui exercent du commerce de gros dans la région sont les trois grands distributeurs-détaillants Loblaws, Sobeys et Metro, en plus de Colabor et Service alimentaire Gordon. D'autres grossistes de petites et moyennes tailles œuvrent également sur le territoire : Beaudry & Cadrin, Allard Fruits et Légumes, FLB solutions alimentaires, Viandex et Patates Dolbec n'en sont que quelques-uns.

Outre le secteur de la distribution et de la transformation en usine, il se développe sur le territoire de plus en plus de productions artisanales de produits fins et recherchés transformés directement sur les lieux de vente. Un de ces secteurs en forte expansion est celui des microbrasseries, cidreries, vignobles et distilleries.

4.1 Les microbrasseries, cidreries, producteurs d'alcools de petits fruits, de vins et spiritueux

L'industrie des bières, cidres, alcools de petits fruits et vins est bien implantée dans la région puisque l'on dénombre au total dix-huit microbrasseries, neuf producteurs de cidres, quatre producteurs d'alcools de petits fruits, un producteur d'hydromel et neuf vignobles. Toutefois, l'industrie des alcools distillés, les spiritueux (whisky et scotch, vodka, rhum, gin, etc.) tarde à s'y développer. On ne compte en effet aucune microdistillerie sur le territoire alors qu'elles se développent ailleurs au Québec[34].

[33] Voir le point 5.5 « Complément d'information » pour d'autres exemples.
[34] Le Soleil, *Les microdistilleries en pleine ébullition*, 21 juin 2015. La Presse, *Le pari des microdistilleries*, 30 septembre 2015.

Tableau 12 : Microbrasseries, cidreries, vignobles et producteurs d'alcools à base de fruits en 2016

Microbrasseries	Cidreries et producteurs de liqueurs à base de fruits	Vignobles
Agglomération de Québec		
Brasserie Générale		
L'Inox Maîtres Brasseurs		
La Barberie		
La Korrigane		
Les 3 Brasseurs		
Noctem Artisans Brasseurs		
Griendel : Brasserie Artisanale		
Brasserie artisanale La Souche		
La Voie Maltée		
MRC de Charlevoix		
Microbrasserie Charlevoix	Cidrerie et Vergers Pedneault	
MRC de Charlevoix-Est		
	Cidrerie Port-au-Persil	
MRC de L'Île-d'Orléans		
Microbrasserie de l'Île-d'Orléans	Vignoble et cidrerie Domaine de la source à Marguerite	Vignoble et cidrerie Domaine de la source à Marguerite
	Cidrerie Verger Bilodeau	Vignoble du Mitan
	Cidrerie Verger Joe Giguère	Vignoble Isle de Bacchus
	Domaine Orléans	Vignoble Sainte-Pétronille
	Domaine Steinbach	
	Cidrerie du Bout de l'Île	
	Cassis Monna & Filles	
MRC de La Côte-de-Beaupré		
Microbrasserie des Beaux Prés		Domaine L'Ange-Gardien
		Domaine Royarnois
MRC de La Jacques-Cartier		
Archibald Microbrasserie		
MRC de Portneuf		
Le Roquemont		Vignoble du Domaine des 3 Moulins
L'esprit de clochers		
Les Grands Bois		
Ville de Lévis		
Corsaire Microbrasserie	Cidrerie Saint-Nicolas	Vignoble Clos Lambert
La Boite à Malt		Vignoble Le Nordet

Sources :
Association des vignerons du Québec, http://vinsduquebec.com/vignobles/
Association des vignerons indépendants du Québec, http://www.advvq.com/index.html
Bières, cidres, vins et compagnie, http://www.bcvetcie.com/repertoire/vignoble/
Les Cidriculteurs artisans du Québec, http://www.cidreduquebec.com/les_cidreries.html
Association des microbrasseries du Québec, http://www.ambq.ca/
Bières du Québec, http://www.bieresduquebec.ca/microbrasseries

NOTE

La transformation et le commerce de gros alimentaire représentent des secteurs importants de notre économie. De nouveaux secteurs se développent en lien avec la recherche de produits fins et haut de gamme.

Crédit photo : Isabelle Mihura

5 LA DISTRIBUTION ET LA MISE EN MARCHÉ

Outre les productions sous gestion de l'offre telles que le lait, la volaille, les œufs et le sirop d'érable, dont la mise en marché est assurée par un plan conjoint administré par leur fédération respective, les producteurs et transformateurs alimentaires ont accès à trois principaux débouchés pour vendre leurs produits :

- Les commerces de détail (épiceries, dépanneurs, etc.)
- Le réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des institutions (HRI)
- Le contact direct avec les consommateurs (les circuits courts : marchés publics, commerce en ligne, paniers fermiers, kiosques à la ferme, etc.).

5.1 Les ventes au détail

Les ventes au détail des produits alimentaires sont généralement effectuées dans les supermarchés, dépanneurs, magasins d'alimentation spécialisés et commerces de vente d'alcool. La région de la Capitale-Nationale et la Ville de Lévis comptent plus de 300 commerces de détail, principalement des épiceries et dépanneurs. Les trois grandes chaînes : Loblaws, Metro et Sobeys contrôlent 70 % de la distribution alimentaire[35]. Les autres grands joueurs dans ce domaine sont les magasins généraux (Costco, Walmart, pharmacies, etc.). Les commerces spécialisés, comme les boulangeries, fruiteries, boucheries et épiceries fines, complètent le portrait. Or, les magasins généraux prennent de plus en plus de place dans la vente de produits alimentaires. De 2013 à 2014, les ventes de produits alimentaires n'ont augmenté que de 2,2 % dans les magasins d'alimentation, alors qu'elles ont progressé de 9,6 % dans les magasins généraux de marchandises diverses (Costco et Walmart) et de 5,9 % dans les pharmacies[36].

L'accessibilité à ces magasins d'alimentation, que ce soit les épiceries des trois grandes chaînes ou les magasins de marchandises générales, est difficile pour les producteurs et transformateurs québécois. Pour y accéder, ils doivent répondre à des exigences de volume et de continuité incompatibles avec plusieurs productions saisonnières. Toutefois, on dénombre de plus en plus d'ententes directes entre les marchands et les producteurs et transformateurs, une conséquence des politiques et programmes d'achats locaux et régionaux que se dotent ces magasins[37]. Une entente est d'ailleurs intervenue, le 15 mars 2016, entre neuf entreprises agroalimentaires de la MRC de Portneuf et le IGA de Pont-Rouge qui rend leurs produits disponibles dans son supermarché[38].

---

35 Union des producteurs agricoles, L'explorateur agroalimentaire. Les changements dans la distribution alimentaire, septembre 2013.
36 MAPAQ, Activité bioalimentaire 2014, p.41 : http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Publications/Activite_bioalimentaire_2014.pdf
37 La Presse, *Quand les supermarchés courtisent les producteurs locaux*, 18 août 2014 http://affaires.lapresse.ca/economie/agroalimentaire/201408/18/01-4792481-quand-les-supermarches-courtisent-les-producteurs-locaux.php
38 Table de concertation agroalimentaire de Portneuf, Culture de saveurs Portneuf, La campagne promotionnelle « Fier Propriétaire » enfin dévoilée et des produits Culture de saveurs disponibles au IGA de Pont-Rouge, 15 mars 2016.

Tableau 13 : Entreprises de plus de 5 employés dans le secteur du commerce de détail - magasins d'alimentation

Territoires	Épiceries, supermarchés et dépanneurs	Magasins d'alimentation spécialisés (boucheries, chocolateries, etc.)	Magasins de bière, vin et spiritueux	Total
Agglomération de Québec	150	72	33	**255**
MRC de Charlevoix	7	3	1	**11**
MRC de Charlevoix-Est	6	0	1	**7**
MRC de L'Île-d'Orléans	2	2	0	**4**
MRC de La Côte-de-Beaupré	11	2	0	**13**
MRC de La Jacques-Cartier	7	0	1	**8**
MRC de Portneuf	19	2	3	**24**
Région de la Capitale-Nationale	**202**	**81**	**39**	**322**
Ville de Lévis	26	15	1	**42**
Région de la Capitale-Nationale-Lévis	**228**	**96**	**40**	**364**

Source : Emploi Québec, répertoire d'entreprises, IMT en ligne, http://imt.emploiquebec.gouv.qc.ca

5.2 Les hôtels, restaurants et institutions (HRI)

Le réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des institutions (HRI) constitue un débouché important pour les produits alimentaires, particulièrement pour une région accueillant un important flot touristique comme celle de la Capitale-Nationale et disposant d'une administration publique importante**.** On dénombre au total **près de 2 000 établissements associés à ce secteur d'activité dans la région**. En effet, selon une étude réalisée en 2014, près de **600 établissements publics et privés** font partie du réseau institutionnel de la Capitale-Nationale[39] (hôpitaux, écoles, garderies, etc.). À ce chiffre, il faut ajouter les nombreux établissements associés au secteur de **l'hébergement et de la restauration (plus de 1 300 sur le territoire**).

[39] Trade Marketing, « Stratégie de positionnement des aliments de la Capitale-Nationale sur le marché institutionnel », novembre 2014. Voir le point 5.5 « Complément d'information » pour plus de détails.

Tableau 14 : Entreprises de plus de 5 employés dans le secteur de l'hébergement et de la restauration

Territoires	Services de restauration et débits de boissons	Services d'hébergement	Total
Agglomération de Québec	845	107	**952**
MRC de Charlevoix	22	25	**47**
MRC de Charlevoix-Est	29	30	**59**
MRC de L'Île-d'Orléans	9	7	**16**
MRC de La Côte-de-Beaupré	20	20	**40**
MRC de La Jacques-Cartier	21	12	**33**
MRC de Portneuf	44	17	**61**
Région de la Capitale-Nationale	**990**	**218**	**1 208**
Ville de Lévis	124	15	**139**
Région de la Capitale-Nationale-Lévis	**1 114**	**233**	**1 347**

Source : Emploi Québec, répertoire d'entreprises, IMT en ligne, http://imt.emploiquebec.gouv.qc.ca.
Données compilées en février 2016.

Afin de favoriser l'accès des producteurs et transformateurs québécois à ce vaste marché, le gouvernement a mis en place une *Stratégie de positionnement des aliments du Québec sur le marché institutionnel*[40].

5.3 Les circuits courts de commercialisation et l'agrotourisme

En raison des difficultés d'accès aux marchands et établissements, les producteurs et transformateurs utilisent de plus en plus les circuits courts[41] pour écouler leurs produits : kiosques à la ferme, paniers fermiers, marchés publics, marchés virtuels, ententes d'approvisionnement directes entre les producteurs et les épiceries locales et régionales, etc. Cette tendance répond aux besoins des consommateurs qui ont adopté un mode de vie saine. Ils désirent connaître la provenance des aliments qu'ils consomment, avoir un contact direct avec les producteurs, obtenir des produits frais, encourager la production locale[42] et l'achat local[43].

Les kiosques de vente à la ferme sont très nombreux dans la Capitale-Nationale et la Ville de Lévis. D'ailleurs, la région se démarque à cet égard. En effet, **environ 20 % des fermes ont un kiosque sur place (220 kiosques au total)**, alors que cette proportion n'est que de 9 % pour l'ensemble du Québec[44]. Les MRC de L'Île-d'Orléans, de Portneuf et de La Côte-de-Beaupré sont les endroits où l'on en retrouve le plus grand nombre.

---

40 http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/md/Publications/Pages/Details-Publication.aspx?guid=%7B9a88dcf9-6f63-4c42-a18a-0eaa548bafa8%7D

41 On est en présence d'un circuit court lorsqu'il y a « tout au plus un intermédiaire entre l'entreprise de production ou de transformation et le consommateur ». Source : MAPAQ

42 Selon l'observatoire de la consommation responsable, 79,6 % des Québécois avancent que le terme « local » sur un produit alimentaire est un avantage. Réseau de veille Tourisme, Agrotourisme, comprendre le consommateur et situer l'offre québécoise, 2015 : https://veilletourisme.s3.amazonaws.com/2015/05/Agrotourisme31mars.pdf

43 Desjardins, *L'achat local, un phénomène qu'on ne peut ignorer*, juillet 2015, https://www.desjardins.com/ressources/pdf/per0715f.pdf?resVer=1436376248000

44 Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles 2007 et 2010.

Tableau 15 : Nombre de fermes avec un kiosque de vente à la ferme en 2010

Territoires	Exploitations agricoles	Kiosques à la ferme	Part relative
Agglomération de Québec	119	13	11 %
MRC de Charlevoix	123	19	15 %
MRC de Charlevoix-Est	71	nd	nd
MRC de L'Île-d'Orléans	173	63	36 %
MRC de La Côte-de-Beaupré	84	24	29 %
MRC de La Jacques-Cartier	37	9	24 %
MRC de Portneuf	426	61	14 %
Région de la Capitale-Nationale	**1 033**	**189**	**18 %**
Ville de Lévis	133	31	23 %
Région de la Capitale-Nationale-Lévis	**1 166**	**220**	**19 %**

Source : MAPAQ, Fiches d'enregistrement des exploitations agricoles, 2010.

Crédit photo : Manon Dumas

La vente de paniers de fruits et légumes, de viande et de produits transformés offre également des formules directes de rencontres entre les consommateurs et les producteurs. Popularisé par le réseau Équiterre qui propose des paniers de produits biologiques, ce service est de plus en plus adopté par des entreprises qui ne sont pas membres d'Équiterre ou qui ne sont pas certifiées biologiques. Plus de 50 points de chute de paniers biologiques du réseau Équiterre sont répertoriés sur le territoire[45]. Ces points de chute sont bien souvent desservis par des fermes biologiques situées à l'extérieur du territoire de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis **puisque très peu d'exploitations agricoles ont une production certifiée biologique sur le territoire (un peu moins de 50 fermes)**. De celles-ci, une dizaine participe aux paniers du réseau Équiterre.

Les marchés publics réunissent des producteurs, agrotransformateurs et transformateurs, majoritairement artisanaux, de la région. Ils sont de plus en plus populaires et plusieurs initiatives ont vu le jour dans les quartiers centraux de Québec au cours des dernières années (Saint-Sauveur, Saint-Jean-Baptiste et Limoilou). On retrouve au total **quinze marchés publics** dans la région de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis. Seuls deux marchés sont ouverts à l'année : le Marché du Vieux-Port de Québec et le Marché de Lévis.

[45] http://paniersbio.org/

Tableau 16 : Les marchés publics du territoire de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis

Territoires	Marchés	Caractéristiques
Agglomération de Québec	Marché du Vieux-Port	Ouvert à l'année Près d'une centaine d'exposants
	Marché de Sainte-Foy	Ouvert de mai à novembre, une cinquantaine d'exposants
	Marché public de Limoilou, 3e Avenue, entre la 8e et 9e Rue	Ouvert en août et septembre, le dimanche, 25 exposants
	Marché Saint-Sauveur, parc Durocher	Ouvert en juillet et août, le samedi, 16 exposants
	Marché public de Val-Bélair	Ouvert de juillet à octobre, le samedi, 10 exposants
MRC de Charlevoix	Marché public de Baie-Saint-Paul	Ouvert de juin à octobre, le dimanche
MRC de Charlevoix-Est	Marché public de La Malbaie	Ouvert de juillet à septembre, le samedi, 12 exposants
MRC de L'Île-d'Orléans	Non	Les kiosques à la ferme sont favorisés
MRC de La Côte-de-Beaupré	Non	Marché public possible au quai de Sainte-Anne-de-Beaupré
MRC de La Jacques-Cartier	Marché public des Cantons Stoneham	Ouvert le jeudi du 16 juin au 15 septembre et le samedi fin août et début septembre, 15 exposants
	Marché public de Sainte-Brigitte-de-Laval	Ouvert du 12 août au 9 septembre, 15 h 30 à 19 h 30, 6 exposants
	Marché de Saint-Gabriel-de-Valcartier	Ouvert le jeudi d'août et septembre 19 producteurs artisans
MRC de Portneuf	Marché public de Deschambault	Ouvert de juillet à septembre, le samedi, 25 exposants
	Marché public de Saint-Raymond	Ouvert le dimanche, 15 exposants
	Marché public de Pont-Rouge	Ouvert le samedi de la mi-juillet à septembre, 9 h à 13 h
Ville de Lévis	Marché public de Lévis	Ouverte à l'année, 18 exposants

Outre les marchés publics, on retrouve également sur le territoire un marché virtuel permettant de commander des produits agroalimentaires régionaux en ligne. Il s'agit du Marché de proximité de Québec[46] qui offre les produits de 33 producteurs et transformateurs de la grande région de Québec (Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches) dans un point de chute unique (quartier Saint-Jean-Baptiste) à Québec.

À ce marché, il faut ajouter les initiatives personnelles des producteurs qui sont de plus en plus nombreux à faire du commerce en ligne à partir de leur site Internet personnel.

[46] www.marchequebec.org

5.4 La mise en marché et l'agrotourisme[47]

Depuis plusieurs années, l'agrotourisme suscite l'intérêt des citadins qui cherchent un contact avec le milieu rural. L'agrotourisme et les domaines connexes offrent une variété d'activités reliées à la découverte du milieu agricole : visites, animation, restauration, hébergement et vente de produits.

Crédit photo : Camirand

Sur le territoire de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis, 130 établissements[48], dont quelque 75 fermes, se consacrent à ce genre d'activités (102 dans la région touristique de Québec, 23 dans la région touristique de Charlevoix et 5 à Lévis). Il s'agit de fermes offrant soit l'autocueillette, des repas et la vente directe de produits.

On retrouve également, dans l'annuaire des établissements du réseau Terroir et Saveurs, des gîtes du passant, des tables champêtres, etc. Avec ses 130 établissements agrotouristiques, **les régions touristiques de Québec, Charlevoix et la Ville de Lévis constituent la deuxième région agrotouristique du Québec**, juste après la Montérégie qui en dénombre 216 et devant les Cantons-de-l'Est qui comptent 127 établissements de ce genre.

[47] L'agrotourisme est une activité touristique complémentaire de l'agriculture ayant lieu sur une exploitation agricole. Il met en relation des producteurs agricoles avec des touristes ou des excursionnistes, permettant à ces derniers de découvrir le milieu agricole, l'agriculture et sa production par l'accueil et l'information que leur réserve leur hôte (MAPAQ).

[48] Réseau Terroir et Saveurs, bottin, annuaire des établissements : http://www.terroiretsaveurs.com/, site consulté en février 2016.

Trois circuits touristiques majeurs sont en place pour promouvoir les entreprises agrotouristiques de la région de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis :

Le Parcours gourmand[49] pour la région touristique de Québec. Celle-ci couvre les territoires de l'agglomération de Québec ainsi que les MRC de Portneuf, L'Île-d'Orléans, La Côte-de-Beaupré et La Jacques-Cartier.	34 entreprises
La Route des Saveurs de Charlevoix[50] pour la région touristique de Charlevoix qui couvre les MRC de Charlevoix et Charlevoix-Est.	33 entreprises
Le réseau des ARRÊTS gourmands[51] pour la région touristique de Chaudière-Appalaches dont fait partie la Ville de Lévis.	18 entreprises de Lévis

Un portail a également été mis en place, **venezygoûter.com, Saveurs de la Capitale,** par la Table agroalimentaire de la Capitale-Nationale (qui n'est plus en fonction) afin de faire connaître le savoir-faire agroalimentaire de chaque territoire de la Capitale-Nationale. Ce portail regroupe plus de 60 entreprises. D'autres initiatives de regroupement d'entreprises agrotouristiques sont également à signaler tels « **Le Chemin de la Fraîcheur**[52] » qui rassemble huit producteurs qui sont tous situés sur le chemin Saint-Joseph dans le secteur Saint-Nicolas de la Ville de Lévis ainsi que « **Culture de saveurs Portneuf** » qui regroupe une vingtaine de producteurs et détaillants de la région de Portneuf.

L'autocueillette de fruits et même de légumes (citrouilles, haricots, patates) est encouragée par la promotion de ce type d'activités au sein de deux sites Internet majeurs : **autocueillette.com**[53] qui rassemble plus d'une vingtaine d'entreprises de la région offrant ce service (région de la Capitale-Nationale seulement) de même que « **Les Fraîches du Québec**[54] », mis en place par l'Association des producteurs de fraises et framboises du Québec, qui compte 52 entreprises (Capitale-Nationale et Ville de Lévis).

Afin de favoriser la mise en marché de certains produits de marque, on retrouve également dans la région des appellations et des certifications : Agneau de Charlevoix, Maïs de Neuville, Fromage de lait de vache canadienne, Savoir-faire Île d'Orléans, le sceau Certifié Terroir Charlevoix, etc.

Plusieurs évènements festifs, tels que les Fêtes gourmandes de Neuville, l'Exposition agricole de Portneuf, la Grande Fête de la Côte-de-Beaupré, Québec Exquis, la Fête des Saveurs et autres contribuent également à faire

[49] http://www.parcoursgourmand.com/fra/
[50] http://www.routedesaveurs.com/laroute.html
[51] http://www.arretsgourmands.com/
[52] http://www.chemindelafraicheur.com/
[53] http://autocueillette.com/
[54] http://fraisesetframboisesduquebec.com/

connaître les différents produits de la région. Deux tables de concertation agroalimentaire sont actives dans la région : la Table de concertation agroalimentaire de Portneuf et la Table Agro-Touristique de Charlevoix.

NOTE

Les ventes au détail, le réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des institutions de même que les circuits courts, dont les marchés publics, permettent d'écouler les nombreux produits agricoles et transformés de la région. De nouvelles façons de faire voient le jour afin de permettre une mise en marché structurée et directe entre tous les acteurs de la chaîne alimentaire.

Crédit photos : gracieuseté

5.5 Complément d'information

Tableau 17 : Inventaire des HRI (hôtels, restaurants et institutions)

Réseau de la santé				
Public		**Privé**		
Centres hospitaliers	8	Centres hospitaliers	3	
Centres de santé et de services sociaux (CSSS)	20	Centres d'hébergement privés	15	
Centres de réadaptation	7	Maisons de retraite	10	
Centres de protection de la jeunesse	1			
Instituts universitaires	3			
	39		**28**	**67**
Réseau de l'éducation				
Public		**Privé**		
Écoles préscolaires et primaires	143	Écoles préscolaires et primaires	3	
Écoles secondaires	32	Écoles secondaires	14	
Centres d'éducation des adultes	13	Collèges	8	
Centres de formation professionnelle	14			
CÉGEP	4			
Université	1			
	207		**25**	**232**
Réseau des services de garde				
Centres de la petite enfance	256			
CPE en développement	12			
	268			**268**
Milieu de travail				
Armée : Base des Forces canadiennes Valcartier Citadelle de Québec Cercle de la garnison **Établissements publics :** Établissements de la RAMQ, Revenu Québec, etc.				
Services correctionnels				
Centre de détention de Québec	1			
Centre correctionnel de Donnacona	1			
	2			**2**
TOTAL	**516**		**53**	**569**

Source : Trade Marketing, « Stratégie de positionnement des aliments de la Capitale-Nationale sur le marché institutionnel », novembre 2014.

Tableau 18 : Produits de quelques agrotransformateurs et transformateurs de la région

Nom et territoire	Principaux produits
Agglomération de Québec	
Aliments Krispy Kernels	Arachides et confiseries
Biscuits Leclerc	Biscuits et barres tendres
Fumoir Grizzly	Poissons fumés : saumon, truite, flétan, thon
Fumoir La fée des grèves	Saumon fumé au bois d'érable
La maison du Gibier	Découpe de gibiers et de viandes de spécialités : perdrix, autruche, bison, etc.
L'Inox Maîtres Brasseurs	Bières artisanales
Maison Orphée	Huiles et vinaigrettes
Malimousse	Trempettes à base de poissons
Martin Dessert	Pâtisseries congelées
Nutra-Fruit	Jus et confiseries à base de canneberges
Nutriart	Chocolats : morceaux, brisures, pastilles, liquides
Soylutions	Lait, jus, bouillons à partir du soya
MRC de Charlevoix	
Cidrerie et vergers Pedneault	Cidres, autres produits alcoolisés et produits maison à base de pommes
Domaine de la Vallée du bras	Vin apéritif à base de tomates (Omerto)
Ferme Caprivoix	Découpes et charcuteries à base de chevreau et bœuf
Ferme La Marre	Découpes de bœufs et veaux dont le veau de Charlevoix
Fumoir Saint-Antoine	Saumon et truite fumés
La ferme Basque de Charlevoix	Foie gras, pâtés et magrets de canard
La Ferme Éboulmontaise	Découpes et charcuteries à base d'agneau
Laiterie Charlevoix	Fromages artisanaux et produits maison
Le jardin des Chefs	Petits légumes et légumes rares prisés par les chefs cuisiniers
Les viandes biologiques de Charlevoix	Charcuteries à base de poulet et porc biologiques
Maison d'affinage Maurice Dufour	Fromages artisanaux
Microbrasserie Charlevoix	Bières artisanales
Volières Baie-St-Paul	Charcuteries à base de lapin, pintade, caille et faisan
MRC de Charlevoix-Est	
Champignons Charlevoix	Champignons et produits transformés
Cidrerie Port-au-Persil	Cidres
Fromagerie Saint-Fidèle	Fromage suisse et cheddar en grain
La Ferme des Monts	Petits légumes et légumes rares prisés par les chefs cuisiniers
Le veau Charlevoix	Découpes de veau
Pêcheries Daniel Girard	Saumon, truite, pétoncle, esturgeon fumé et autres produits
MRC de L'Île-d'Orléans	
Buffet maison	Mets préparés
Cassis Monna & Filles	Alcools, liqueurs, sirops, gelées et confitures à base de cassis
Chocolaterie de l'Île d'Orléans	Chocolats, truffes, confitures
Cidrerie Verger Bilodeau	Cidres, autres produits alcoolisés et produits maison à base de pommes et de petits fruits
Délices de l'île d'Orléans	Confitures et gelées à base de fruits
Domaine Steinbach	Vins
Ferme au Goût d'autrefois	Charcuteries et mets préparés à base de canard, d'oie et de dinde sauvage
Ferme Caprices d'Orléans	Charcuteries à base de chèvre
Fromages de l'isle d'Orléans	Fromages
La bergerie Saute-Mouton	Découpes de viande d'agneau
La ferme d'Oc	Foie gras et charcuteries à base d'oie et canard
La Nougaterie	Nougats
La vinaigrerie du Capitaine	Vinaigres, gelées, sirops et tartinades
Le vignoble de l'Isle de bacchus	Vins
Le vignoble de Ste-Pétronille	Vins
Microbrasserie de l'Île d'Orléans	Bières artisanales

Nom et territoire	Principaux produits
Vignoble Domaine de la source à Marguerite	Vins, cidres, mistelles à base de fruits
Vignoble du Mitan	Vins
MRC de La Côte-de-Beaupré	
Bio Ferme des Caps	Fruits et légumes, lactofermentations et germinations biologiques
Ferme Québec-Oies	Charcuteries à base d'oie
Godendart boucanerie artisanale	Produits fumés au bois d'érable : pétoncle, saumon, truite
La Ferme du Bon Temps	Légumes et produits maison transformés : soupes, conserves, desserts
Les Canardises	Charcuteries à base de canard
Les Ruchers Promiel	Miels et produits dérivés
Microbrasserie des Beaux Prés	Bières artisanales
Vertigo Gourmet	Micropousses, mini-légumes, fleurs comestibles et déshydratées
Vignoble Domaine L'Ange-Gardien	Vins blancs, vins rouges, cidre de glace
Vignoble Domaine Royarnois	Vins
MRC de La Jacques-Cartier	
Archibald Microbrasserie	Bières artisanales
Ferme Marou	Découpes et charcuteries à base de chèvre
Le Canard au naturel	Découpes et charcuteries à base de canard
Les fumoirs P. Beaulieu	Truite, saumon, moule et autres produits fumés
Les Jardins de la 5e concession	Légumes et fruits biologiques
MRC de Portneuf	
Aliksir huiles essentielles	Huiles essentielles et gastronomiques
Cerisaie la Belle des Bois	Cerises et produits maison haut de gamme à base de cerises
Domaine des 3 moulins	Vins
Ferme du Alain	Découpes de bœuf, d'agneau, de poulet et de dinde
Ferme Les Herbes Folles	Découpes de cerf rouge
Ferme Mafix	Découpes et charcuteries à base de chèvre
Fromagerie des Grondines	Fromages
Julie Vachon Chocolats	Chocolats et pâtisseries
La ferme d'Achille	Baies de l'argousier et produits à base du fruit de l'argousier : boisson l'Argouille, gelée, tisanes
La Sucrière	Produits de l'érable
Les Jardins Portneuvois	Fraises, bleuets et tomates séchés, bleuets et framboises fraîches, produits de l'érable
Maison Alexis de Portneuf	Fromages
Microbrasserie Le Roquemont	Bières artisanales
Microbrasserie Les Grand Bois	Bières artisanales
Microbrasserie L'Esprit de Clocher	Bières artisanales
Plumes et Légumes	Produits maraîchers, découpes et charcuteries à base de canard, d'oie, de pintade et de faisan
Sélection du pâtissier	Pâtisseries diverses : poudings, sorbets, gâteaux
Ville de Lévis	
Aliments fondues paysannes	Carrés, bâtonnets de fondue paysanne, etc.
Chocolats Favoris	Chocolats sous toutes ses formes
Cidrerie et vergers Saint-Nicolas	Cidres et produits dérivés à base de pommes
Frito-Lay Canada	Croustilles, noix et grignotines
La ferme Genest	Fraises, framboises, pommes, citrouilles et produits transformés
La p'tite ferme du sous-bois - Les délices de chez nous	Charcuteries à base de lapin et canard
Les Bleuets du Vire-Crêpes	Bleuets et produits transformés
Les Productions Horticoles Demers	Tomates, fraises et framboises
Vignoble Clos Lambert	Vins et mousseux

LE DIAGNOSTIC, LES ENJEUX, LES ORIENTATIONS ET LA VISION STRATÉGIQUE

Le diagnostic constitue une analyse du portrait. Il détermine l'état de situation qui ressort du portrait à partir d'une démarche qui met en lumière les forces, les opportunités, les faiblesses et les contraintes liées au développement des activités agricoles et agroalimentaires de la région.

Cette analyse permet par la suite de déterminer les enjeux, de proposer des solutions et de fixer des orientations stratégiques pour appuyer et accroître le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la région de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis.

6 LE DIAGNOSTIC

LES FORCES

- Une production agricole diversifiée, innovante et de qualité.
- Un nombre important de transformateurs, d'agrotransformateurs, de distributeurs et de détaillants.
- Une image de marque forte pour de nombreux produits. Des appellations, des certifications reconnues et une notoriété agrotouristique établie.
- Une mise en marché de proximité répondant aux tendances des consommateurs.
- Une renommée nationale de la région pour sa gastronomie.
- Un rôle multifonctionnel de l'agriculture (bâtiment agricole, boisé, produits forestiers non ligneux (PFNL) et paysage).
- Une relève agricole présente et formée.

LES FAIBLESSES

- Une diminution du nombre d'exploitations agricoles et une proportion importante de producteurs à temps partiel.
- Une augmentation de la valeur foncière des terres à proximité des franges urbaines ou avec une vue paysagère (villégiature, fleuve).
- Un esprit entrepreneurial moyennement développé.
- Une absence de caractérisation des potentiels de production des terres agricoles et de la récolte des PFNL.
- Un nombre élevé de terres abandonnées et en friche dans certains territoires de la région.
- Une faible concertation et coordination en agroalimentaire entre les organisations.
- Une sous-utilisation des équipements de transformation existants et le peu de disponibilité d'infrastructures de réfrigération ou de congélation.
- Une faible proportion d'entreprises en production biologique.
- Un grand nombre de terres en location rendant les travaux d'amélioration des sols plus difficiles.
- Un transfert de la recherche et du développement peu fréquent vers les producteurs.

LES OPPORTUNITÉS

- La présence du 2e marché de consommateurs au Québec et d'une importante clientèle touristique.
- L'importance du marché de l'hôtellerie, de la restauration et de l'institutionnel (HRI).
- L'engouement pour les produits locaux frais, santé et éthiques.
- La forte volonté des élus et organismes de la région à participer au développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire.
- La présence de plusieurs centres de formation en agriculture et d'organismes ou d'instituts de recherche et de développement.
- La possibilité d'accroître les activités agricoles sur le territoire de la Capitale-Nationale (bassin dégradé).
- La présence de plusieurs réseaux de transport.
- La politique d'achat local du gouvernement pour les HRI.
- La tendance pour l'agriculture urbaine.
- La diversité des peuplements forestiers et le potentiel inexploité des ressources disponibles (acériculture).
- La mise en place d'appellations d'origine contrôlée.
- La présence d'un réseau de services-conseils spécialisé en agriculture et agroalimentaire.

LES MENACES

- L'accès difficile à de la main-d'œuvre agricole locale et étrangère.
- Les besoins d'urbanisation et de protection du territoire agricole à concilier.
- Le peu de connaissances des réalités agricoles par la population de même que le manque de valorisation de la profession et de l'importance économique de l'agriculture et de l'agroalimentaire.
- Le système de quotas entraîne diverses difficultés (pertes de quotas dans la région, relève, commercialisation en circuits courts).
- La difficulté de morceler des terres pour réaliser des projets nécessitant de petites superficies.
- La complexité des démarches administratives pour démarrer une entreprise agricole et le peu de connaissances des outils et services d'aide existants.
- Les ententes internationales de libre-échange qui entraînent des pressions accrues pour des produits agroalimentaires provenant de l'étranger.
- La méconnaissance du potentiel forestier de la Capitale-Nationale.
- Le marché en constante évolution demandant des produits de plus en plus spécifiques.

7 LES ENJEUX

Les enjeux représentent les principales préoccupations qui ressortent de l'analyse du portrait et du diagnostic au niveau du développement. Pour les fins du présent exercice, un enjeu se définit comme étant ce que le milieu agricole et agroalimentaire peut perdre ou gagner au cours des prochaines années, ce qui est « en jeu ».

7.1 L'accès aux marchés

La production agricole est diversifiée et la transformation alimentaire est en plein essor sur le territoire. La demande des consommateurs pour des produits frais et santé est en croissance et la population est de plus en plus intéressée par les saines habitudes alimentaires. On compte de nombreuses fermes faisant la transformation de leurs produits et la région possède un créneau d'excellence ACCORD Aliments santé qui regroupe les acteurs du secteur de la transformation qui développent et mettent en marché des produits à valeur ajoutée. De nouveaux produits santé et de nouvelles façons de s'approvisionner voient le jour et nécessitent souvent une mise en marché directe ou spécialisée entre les acteurs de la chaîne alimentaire.

La concentration des chaînes alimentaires et les conditions d'accès aux marchés des commerces au détail rendent toutefois difficile l'accès aux tablettes pour les petits producteurs et les transformateurs. En parallèle, les consommateurs souhaitent avoir davantage accès à des produits locaux, ce qui incite de plus en plus de détaillants à se doter de politique d'achat local.

Au niveau du réseau HRI (hôtellerie, restauration et institution), on note un large éventail de restaurants et d'hôtels, une grande variété de productions et la présence de nombreuses entreprises de transformation. Par ailleurs, la région a l'avantage d'avoir une grande renommée gastronomique. Le tout contribue à la création de partenariats et aux opportunités d'affaires.

En ce qui a trait aux circuits courts, on assiste à une explosion des marchés publics dans la région. Ce rapprochement des consommateurs et des producteurs devrait nous permettre de tirer profit du deuxième marché de masse en importance au Québec, offert dans la région, et de soutenir le développement de l'entrepreneuriat agricole et agroalimentaire.

7.2 La consolidation et le développement des entreprises agricoles et agroalimentaires

La disponibilité de la main-d'œuvre, l'hébergement des travailleurs agricoles, la diminution du nombre de fermes et l'accès aux capitaux pour le démarrage et la consolidation d'une entreprise représentent des préoccupations importantes pour la production agricole et agroalimentaire.

La demande croissance des consommateurs pour des produits biologiques ainsi que ceux qui offrent des propriétés pour la santé stimule le développement de produits. L'ouverture des marchés et les négociations de diverses ententes commerciales sont susceptibles de modifier le positionnement économique de certains produits agricoles et agroalimentaires. Ce contexte dynamise des marchés et amène les entreprises à innover afin de tirer profit de ces nouvelles situations.

7.3 La gestion des entreprises et l'acquisition des connaissances

La profession agricole est un métier exigeant, soumis aux aléas météorologiques et du marché. L'accès au financement est souvent difficile. La taille des entreprises est de plus en plus grande, la réglementation et les normes se multiplient et nécessitent souvent l'acquisition de connaissances et de la formation professionnelle. L'accompagnement des entrepreneurs dans leurs décisions requiert des services-conseils adaptés et spécialisés dans une multitude de domaines.

Les gestionnaires d'entreprises agricoles ou de transformations agroalimentaires sont appelés à répondre à des normes de salubrité élevées, à des exigences environnementales sévères et à des critères de qualité des produits de plus en plus exigeants, et ce, en conservant la meilleure rentabilité économique possible.

Cette situation requiert de la part de l'industrie agricole et agroalimentaire des investissements en recherche et en développement pour être concurrentielle sur les marchés internationaux. La recherche et le développement sont devenus des incontournables dans les modèles d'affaires des entreprises agricoles et agroalimentaires d'aujourd'hui, et cette situation représente un défi important pour les gestionnaires d'entreprises de petite taille.

7.4 L'accessibilité pour la relève aux terres et exploitations agricoles

La présence de terres agricoles inexploitées (friches) ralentit la mise en œuvre de nouveaux projets agricoles. Le manque d'informations sur le potentiel agricole des terres inexploitées, dont l'analyse de plusieurs facteurs déterminants pour la production agricole comme le drainage des sols et les degrés jour ainsi que la présence de bâtiments de ferme, freine les futurs entrepreneurs qui envisagent démarrer des entreprises dépendantes des sols arables. Ce manque d'information peut limiter la production agroalimentaire de proximité et nuire à une occupation du territoire optimale aux abords des centres urbains et cœurs villageois.

Les terres agricoles en location constituent un second frein pour certaines entreprises en limitant l'investissement (capitalisation des entreprises). Cette situation ne favorise pas la construction, la rénovation ou l'entretien des bâtiments agricoles. De plus, les terres agricoles en location limitent les efforts de certains propriétaires à investir dans l'amélioration des systèmes de drainage ou d'irrigation des sols.

D'autres contraintes rendent également difficile l'accessibilité aux terres agricoles. Une attention particulière doit être portée aux demandes de morcellement, souvent refusées par la CPTAQ, qui visent l'accès à de petites parcelles pour certaines productions spécialisées en serre ou pour une production intensive.

De plus, la hausse des valeurs foncières agricoles ainsi que la valeur élevée des quotas dans certains types de productions rendent difficiles le transfert et l'acquisition d'entreprises.

7.5 La disponibilité et le recrutement de la main-d'œuvre

La main-d'œuvre agricole est avant tout familiale dans les fermes de la région. Toutefois, la plupart doivent combler un besoin ponctuel de main-d'œuvre à certaines périodes de l'année (emplois saisonniers) et éprouvent parfois des difficultés à recruter des travailleurs.

Au niveau de la transformation agroalimentaire, le recrutement de la main-d'œuvre est aussi un enjeu important. Les régions de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches connaissent depuis plusieurs années un des taux de chômage les plus bas au pays, la disponibilité des travailleurs est limitée et même déficitaire dans certains types d'emplois.

Afin de pallier à ce déficit, la main-d'œuvre étrangère constitue donc une nouvelle réalité de l'économie agricole et agroalimentaire au Québec, et la région de la Capitale-Nationale n'y échappe pas. Les besoins sont importants et le recrutement saisonnier de la main-d'œuvre étrangère dépend des politiques gouvernementales. Cette situation représente un niveau de risque important pour les entreprises dépendantes des politiques gouvernementales d'immigration.

7.6 La reconnaissance des produits agroalimentaires et des entreprises

Bien que nos entreprises agricoles et agroalimentaires ont développé plusieurs produits agroalimentaires distinctifs, les entreprises cherchent constamment à se démarquer. Au fil des années, plusieurs entreprises de la région se sont fait remarquer grâce à la notoriété de leurs produits. L'engouement des consommateurs pour ces produits a contribué à valoriser la profession et l'image de l'agriculture.

Les marchés publics, les circuits agrotouristiques, les kiosques de vente de produits à la ferme, l'autocueillette et les paniers alimentaires sont présents dans la région et favorisent un rapprochement entre les citoyens et les producteurs. Toutefois, l'image de marque des entreprises forestières, agricoles et de la transformation agroalimentaire est constamment remise en question par les consommateurs. Que ce soit pour des questions relatives à l'environnement, à la salubrité ou le bien-être animal, le maintien d'une image de marque forte et positive demeure un enjeu important.

7.7 La concertation et la coordination régionale en agriculture et en agroalimentaire

Plusieurs initiatives dans le domaine agroalimentaire voient le jour en milieu rural et, plus en plus, en milieu urbain. Cette tendance est importante et permet de qualifier ces initiatives agricoles dites « urbaines ».

Le nombre d'intervenants dans ce domaine d'activité demande une ouverture afin de bien comprendre leurs besoins et leur contribution dans ce vaste système agroalimentaire. L'agriculture a longtemps été le résultat d'échange entre les producteurs agricoles et les différents ministères responsables de l'agriculture. Aujourd'hui, l'agriculture et l'agroalimentaire sont des systèmes complexes qui sont reconnus comme des acteurs économiques importants, mais également des acteurs de changements sociaux responsables de la santé et du bien-être des collectivités.

L'importance accordée à la production agroalimentaire ainsi que le rôle déterminant qu'elle exerce dans le développement des collectivités demandent une concertation accrue ainsi qu'une coordination des actions afin de maximiser les retombées positives et d'assurer une cohérence entre les différentes décisions.

8 LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Afin de faire face aux enjeux dégagés dans le présent diagnostic et d'apporter des solutions concrètes pour le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire, quatre orientations stratégiques encadreront les futures actions :

1. Promouvoir l'agriculture, valoriser les entreprises et les produits agroalimentaires de la région en faisant du futur Grand Marché de Québec un élément central.

2. Favoriser l'exploitation des terres agricoles et forestières inexploitées.

3. Favoriser l'accès aux marchés.

4. Favoriser la relève entrepreneuriale et accroître la disponibilité de la main-d'œuvre.

9 LA VISION STRATÉGIQUE

La vision constitue un élément essentiel de la Stratégie. Elle présente l'avenir souhaité de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la région par les élus et partenaires. Elle vise à guider les actions du Forum des élus pour concrétiser cette vision. L'énoncé de vision retenu se lit comme suit :

ÉNONCÉ DE VISION 2025

Le Forum des élus souhaite que la Stratégie permette de valoriser l'agriculture, les entreprises et les produits agricoles et agroalimentaires, de favoriser un plus grand d'accès aux marchés de consommation des produits agricoles et agroalimentaires de la région, de soutenir la relève entrepreneuriale et le démarrage d'entreprises et d'accroître la disponibilité de la main-d'œuvre.

Ainsi, en 2025 :

De la terre à la table, l'agriculture et l'agroalimentaire sont reconnus de tous comme des forces économiques de premier plan pour la région de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis. Les entreprises de ces secteurs et leurs produits sont des gages de qualité qui font la fierté des producteurs et des transformateurs, sont recherchés des consommateurs, contribuent à leur rayonnement et constituent de dignes ambassadeurs de la région.

Crédit photo : Manon Dumas

LE PLAN D'ACTION

Le plan d'action représente la pièce maîtresse de la Stratégie.

Les actions et projets retenus sont le résultat d'une démarche d'analyse et de choix exprimés après consultation auprès de 150 intervenants, provenant des milieux municipal et agricole, réunis à Saint-Raymond, en avril 2016.

Les actions de la Stratégie se déclinent en quatre chantiers de travail :

1. Le Marché public de Québec
2. La remise en production des terres agricoles inexploitées
3. Le développement des marchés
4. La relève entrepreneuriale et la main-d'œuvre

Ces chantiers, décrits ci-après, visent le consommateur, le développement de la production, les produits agricoles et agroalimentaires ainsi que les entrepreneurs agricoles et la relève entrepreneuriale.

La stratégie sera déployée sur une période de huit ans. La phase 1, d'une durée de trois ans (2017-2019), est dédiée à la mise en œuvre de quatorze projets : cinq projets dans le cadre du chantier 1 sont assumés par la Ville de Québec, et les neuf autres projets faisant partie des chantiers 2, 3 et 4 font l'objet d'une entente sectorielle régionale réunissant douze partenaires de la région. Cette entente sectorielle a été conclue le 24 mai 2017.

10 LE CHANTIER 1 - LE MARCHÉ PUBLIC DE QUÉBEC

L'importance du marché de masse de la grande région de Québec et de sa clientèle touristique combinée à l'engouement renouvelé des Québécois pour les marchés publics, les produits locaux frais, santé et éthiques favorisent l'implantation d'un marché public d'envergure à Québec.

L'implantation en 2018 du Grand Marché de Québec appuiera le développement des activités agricoles, d'agrotransformation et de transformation alimentaire de la région par ses fonctionnalités, son achalandage, son caractère distinctif et par l'offre et la promotion des produits locaux.

Objectifs

- Faire du Grand Marché de Québec une référence agroalimentaire nationale et un lieu de convergence pour rassembler les intervenants de l'agroalimentaire et les consommateurs.
- Accroître la notoriété des produits locaux, valoriser la profession agricole et augmenter la présence des produits régionaux dans nos assiettes.

Actions prioritaires

- Accorder de la visibilité aux entreprises agricoles et agroalimentaires, aux centres régionaux d'expertise ainsi qu'aux produits et circuits agrotouristiques de la région au Grand Marché.
- Encourager l'organisation d'activités de maillage entre les chefs cuisiniers, les producteurs, les agrotransformateurs et les transformateurs de la région au Grand Marché.
- Promouvoir au Grand Marché les activités et les évènements agricoles et agroalimentaires régionaux.

Projets prioritaires 2017- 2019

Projet 1.1 **Un Grand Marché branché**

Mise en place d'un équipement interactif afin de promouvoir l'offre et les activités agricoles et agroalimentaires régionales au sein du Grand Marché, au bénéfice de l'expérience client.

Projet 1.2 **La Maison agroalimentaire de la Capitale-Nationale**

Implantation d'un équipement, a priori mobile sur le site du Grand Marché, afin de mettre en valeur les produits et les activités agricoles et agroalimentaires, à frais minimums, dont les MRC fourniront la coordination locale ainsi que l'animation, si requise.

Projet 1.3 **Les activités de découverte pour des consommateurs bien informés**

Espace-découverte pour faire connaître les nouvelles technologies et avancées agroalimentaires.

Projet 1.4 **La valorisation des produits, des producteurs et des chefs de la région**

Programme annuel d'activités thématiques au Grand Marché.

Projet 1.5 **Le développement et la mise en œuvre d'un plan marketing au Grand Marché**

Mise en valeur du Grand Marché et promotion au sein du Grand Marché des activités et évènements régionaux.

11 LE CHANTIER 2 – LA REMISE EN PRODUCTION DES TERRES AGRICOLES INEXPLOITÉES

Selon les données préliminaires tirées des PDZA et de la VDAAA, plus de 8 000 hectares de terres agricoles sont abandonnés ou en friche sur le territoire de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis. Plusieurs de ces terres pourraient s'avérer propices à une mise en valeur à des fins agricoles ou forestières. Cette valorisation permettrait d'accroître l'accessibilité aux terres pour soutenir la relève agricole, favoriser le démarrage d'entreprises, dynamiser l'économie régionale en plus de contribuer à la mise en valeur du paysage.

Objectifs

- Répertorier le potentiel des terres et des bâtiments inexploités.
- Faciliter l'accès à la terre et aux bâtiments agricoles.
- Favoriser le démarrage de projets agricoles et forestiers en zone agricole.

Actions prioritaires

- Inventorier les terres agricoles et forestières inexploitées de la région, évaluer et faire connaître leur potentiel de valorisation à des fins agricoles et forestières.
- Réaliser des activités de démarchage auprès des propriétaires de terres inexploitées et favoriser des maillages avec des producteurs et de la relève.

Projets prioritaires 2017-2019

Projet 2.1 **Inventorier et caractériser les terres agricoles et bâtiments inexploités**

Documenter l'état de la situation des terres et bâtiments agricoles inexploités à l'échelle de la région.

Projet 2.2 **Réaliser des activités de démarchage pour la remise en production de terres et bâtiments inexploités**

Mettre en place les moyens requis par territoire pour favoriser la mise en valeur, à des fins agricoles, des terres et des bâtiments inexploités.

12 LE CHANTIER 3 – LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Ce chantier a pour but d'augmenter la présence des produits de la région chez les détaillants, les distributeurs et dans les marchés de l'hôtellerie et de la restauration de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis.

Même si la région est reconnue pour sa grande variété de produits transformés à la ferme (11 % des exploitations agricoles), alors que cette proportion n'est que de 5 % dans l'ensemble du Québec, l'accès aux tablettes des supermarchés est difficile pour les producteurs et les transformateurs de la région. Pour y accéder, ils doivent répondre à des exigences de volume et de continuité incompatibles avec plusieurs productions saisonnières. Le regroupement d'activités communes aux entreprises, comme le transport, doit-être favorisé.

Ce chantier vise également à hausser la vente des produits agricoles et agroalimentaires dans les circuits courts de commercialisation que sont les marchés publics saisonniers, les circuits agrotouristiques, les kiosques à la ferme, les activités d'autocueillette, les marchés virtuels et les réseaux agroalimentaires.

Des activités d'innovation, de recherche et de développement ainsi que des mesures pour accompagner les entreprises prêtes à l'exportation doivent également être favorisées pour développer des marchés.

Objectifs

- Hausser la vente des produits agroalimentaires dans les circuits courts de commercialisation.
- Augmenter la présence des produits de la région dans les marchés de l'HRI (hôtels, restaurants, institutions) ainsi que dans les marchés de la transformation, du détail (épiceries, boutiques spécialisées, etc.) et de la distribution.
- Accompagner les entreprises prêtes à développer leurs marchés et à exporter.
- Favoriser l'innovation, la recherche et le développement.

Actions prioritaires

- Favoriser le regroupement de producteurs et des transformateurs de la région pour faciliter la mise en marché de produits et garantir un volume d'approvisionnement.
- Développer et mettre en œuvre un plan marketing des produits de la région incluant une campagne promotionnelle (achats locaux, circuits agrotouristiques, marchés publics, activités d'autocueillette).

Projets prioritaires 2017-2019

Projet 3.1 **Soutien aux activités des circuits agrotouristiques et des marchés publics**
Par la mise en place d'un programme d'aide financière, accompagner les circuits agrotouristiques et les marchés publics dans leurs efforts d'organisation et de promotion de leurs activités.

Projet 3.2 **Soutien au regroupement de l'offre des produits de la région**
Offrir un soutien financier pour stimuler le maillage entre producteurs pour la mise en marché commune de produits ou le partage de moyens (transports, achats d'intrants) afin de créer du volume, diminuer les coûts ou faciliter la vente dans les marchés de masse (supermarchés, HRI, exportation).

Projet 3.3 **Partenariat avec les détaillants en alimentation et le milieu HRI (hôtels, restaurants, institutions)**
Accompagner les partenaires dans les actions favorisant le positionnement des produits de la région dans le milieu HRI et du commerce alimentaire au détail

Projet 3.4 **Développement de productions en émergence et innovation**
Favoriser l'innovation, le transfert technologique et le développement des productions en émergence par un programme de soutien aux initiatives d'entrepreneurs agricoles.

13 LE CHANTIER 4 - LA RELÈVE ENTREPRENEURIALE ET LA MAIN-D'ŒUVRE

Le démarrage ou le transfert d'entreprises, la relève entrepreneuriale et la disponibilité de la main-d'œuvre sont identifiés aux PDZA comme étant des défis pour l'industrie agricole et agroalimentaire de la région.

La diminution du nombre d'entreprises agricoles, l'augmentation de la valeur des terres, la concentration de la production, l'endettement relié au taux élevé de capitalisation requis pour démarrer en agriculture sont autant de facteurs qui influencent le développement de l'agriculture.

En ce qui concerne la main-d'œuvre agricole, bien qu'elle soit avant tout familiale dans les fermes de la région, la plupart doivent combler un besoin ponctuel de main-d'œuvre à certaines périodes de l'année.

Afin de valoriser la profession et la production agricole, il convient également de faire connaître ce métier tant chez les jeunes que chez les nouveaux arrivants.

Objectifs

- Favoriser le transfert d'entreprises.
- Soutenir le démarrage de nouvelles entreprises.
- Accroître la disponibilité de la main-d'œuvre.

Actions prioritaires

- Développer des mesures favorisant le démarrage et le transfert d'entreprises (mentorat d'affaires, fonds régional de développement, réduction de taxes).
- Élaborer et mettre en œuvre un programme régional d'activités de découverte de l'agriculture pour les jeunes, les familles et les immigrants.

Projets prioritaires 2017-2019

Projet 4.1 Mesures régionales de développement de l'entrepreneuriat agricole

Développer des actions permettant d'accroître le démarrage et le transfert d'entreprises, et de réaliser des activités de promotion de l'entrepreneuriat agricole et agroalimentaire.

Projet 4.2 Camp d'entraînement agroalimentaire

Soutenir l'implantation dans la région d'un lieu commun de production (terres, bâtiments, équipements) à offrir en location pour favoriser l'établissement de la relève agricole par de l'accompagnement et du mentorat d'affaires.

Projet 4.3 Création d'une coopérative régionale de travailleurs agricoles

Doter la région d'une coopérative de travailleurs agricoles pour rendre plus attractive la profession agricole, faciliter l'accès à la terre pour la relève agricole et rendre disponible la main-d'œuvre spécialisée pour aider le travail à la ferme.

EN CONCLUSION

Au cours des prochaines années, la Stratégie de développement des activités agricoles et agroalimentaires guidera et orientera la région et ses partenaires dans ses diverses actions de promotion.

La région est reconnue pour la qualité de ses produits agricoles et agroalimentaires et l'importance du marché de masse de l'agglomération de Québec et de la Ville de Lévis. Elle offre assurément des opportunités extraordinaires à saisir pour développer la production, valoriser les produits locaux et les entrepreneurs, et répondre aux besoins croissants de la population pour une alimentation saine et un approvisionnement local.

La vision du Forum des élus pour le développement agricole et agroalimentaire de la région Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis est de soutenir, en partenariat avec les acteurs du milieu, les initiatives qui :

- contribuent à valoriser l'agriculture, les entreprises et les produits agricoles et agroalimentaires;
- favorisent le rapprochement entre les producteurs et les consommateurs;
- consolident et font rayonner la notoriété gastronomique de la grande région de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis.

LA STRATÉGIE… EN BREF!

LA VISION STRATÉGIQUE 2025		LES GRANDES ORIENTATIONS
De la terre à la table, l'agriculture et l'agroalimentaire sont reconnus de tous comme des forces économiques de premier plan pour la région de la Capitale-Nationale et de la Ville de Lévis. Les entreprises de ces secteurs et leurs produits sont des gages de qualité qui font la fierté des producteurs et des transformateurs, sont recherchés des consommateurs, contribuent à leur rayonnement et constituent de dignes ambassadeurs de la région.	→	1. Promouvoir l'agriculture, valoriser les entreprises et les produits agroalimentaires de la région en faisant du futur marché public de Québec un élément central. 2. Favoriser l'exploitation des terres agricoles et forestières inexploitées. 3. Favoriser l'accès aux marchés. 4. Favoriser l'implantation de la relève entrepreneuriale et accroître la disponibilité de la main-d'œuvre.

CHANTIERS 2017-2019	OBJECTIFS	ACTIONS PRIORITAIRES
1 ***LE MARCHÉ PUBLIC DE QUÉBEC***	• Faire du Grand Marché de Québec une référence agroalimentaire nationale et un lieu de convergence pour rassembler les intervenants de l'agroalimentaire et les consommateurs. • Accroître la notoriété des produits locaux, valoriser la profession agricole et augmenter la présence des produits régionaux dans nos assiettes.	• Accorder de la visibilité aux entreprises agricoles et agroalimentaires, aux centres régionaux d'expertise ainsi qu'aux produits et aux circuits agrotouristiques de la région. • Encourager l'organisation d'activités de maillage entre les chefs cuisiniers, les producteurs, les agrotransformateurs et les transformateurs de la région.
2 ***LA REMISE EN PRODUCTION DES TERRES AGRICOLES INEXPLOITÉES***	• Faciliter l'accès à la terre et favoriser le démarrage de projets agricoles et forestiers. • Répertorier le potentiel des terres disponibles et rendre l'information accessible.	• Inventorier les terres agricoles et forestières inexploitées de la région, évaluer et faire connaître leur potentiel de valorisation à des fins agricoles et forestières. • Réaliser des activités de démarchage et des maillages auprès des propriétaires, des producteurs agricoles et de la relève agricole.
3 ***LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS***	• Hausser la vente des produits agroalimentaires dans les circuits courts de commercialisation. • Augmenter la présence des produits de la région dans les marchés de l'HRI (hôtels, restaurants et institutions) ainsi que dans les marchés de la transformation, du détail (épiceries, boutiques spécialisées, etc.) et de la distribution. • Prévoir des mesures pour accompagner les entreprises prêtes à développer leurs marchés et à exporter. • Favoriser l'innovation, la recherche et le développement.	• Développer et mettre en œuvre un plan marketing des produits de la région incluant une campagne promotionnelle (achat local, circuits agrotouristiques, marchés publics, activités d'autocueillette). • Favoriser le regroupement de producteurs et transformateurs de la région pour faciliter la mise en marché de produits et garantir un volume d'approvisionnement.
4 ***LA RELÈVE ENTREPRENEURIALE ET LA MAIN-D'ŒUVRE***	• Favoriser le transfert d'entreprises. • Soutenir le démarrage de nouvelles entreprises. • Accroître la disponibilité de la main-d'œuvre.	• Développer des mesures favorisant le démarrage et le transfert d'entreprises (mentorat d'affaires, fonds régional de développement, réduction de taxes). • Élaborer et mettre en œuvre un programme régional d'activités de découverte de l'agriculture pour les jeunes, les familles et les immigrants.